

LIBRARY



Le budget 1976 des « Neuf » ne traduit pas une volonté de faire progresser la construction européenne, J.-L. GIRAUDY. — Les Républicains indépendants et l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, J.-L. BURBAN. — La Communauté économique européenne et la lutte contre la pauvreté, J. DETIENNE. — L'œuvre communautaire en matière d'harmonisation des législations des produits pharmaceutiques, N. BEL. — Les grands arrêts de la Cour de Justice des Communautés en matière de concurrence (VII), L. FOCSANEANU.

REVUE DU

MARCHÉ COMMUN

N° 190 NOVEMBRE 1975

Qu'est-ce que l'A.F.E.U.R. ?

L'Association Française d'Etudes pour l'Union Européenne (AFEUR) a été créée au printemps 1974. Elle constitue un centre d'étude et de rencontre pour des personnes appartenant à différentes tendances politiques ou d'opinion qui s'intéressent à la construction européenne.

L'AFEUR a une centaine de correspondants en France. Elle participe à l'Association d'Etudes Politiques Transeuropéennes (ADEPT) qui regroupe des Instituts européens de recherches en Angleterre (Federal Trust), en Italie (Istituto Affari Internazionali), en Allemagne (Institut für Europäische Politik). Elle tient avec ces organisations des réunions périodiques. La dernière a eu lieu à Dublin, en janvier 1975, avec la participation de Monsieur Fitzgerald, Ministre des Affaires Etrangères d'Irlande et Président en exercice du Conseil des Ministres des Neuf.

Réunis à Paris en Décembre 1974, les Chefs d'Etats ou de Gouvernements des Pays de la Communauté Européenne sont convenus de charger Monsieur Tindemans, Premier Ministre de Belgique, de leur faire avant la fin de 1975 un rapport sur les progrès possibles vers l'Union Européenne en consultant notamment les milieux représentatifs de l'opinion publique de la Communauté.

L'AFEUR a décidé d'apporter sa contribution à cette mission. A cette fin elle a mené une enquête auprès de l'opinion publique française sur les principaux thèmes de l'Union Européenne. Les réponses à cette enquête ont servi de base à un document élaboré en commun avec les autres organisations de l'ADEPT. Ce document a été discuté avec Monsieur Tindemans au cours d'une séance de travail à Bruxelles en septembre 1975.

Dans le but de donner un certain retentissement au rapport Tindemans qui sera rendu public courant janvier et de permettre aux représentants des différentes forces politiques de la majorité et de l'opposition, ainsi qu'aux personnalités s'intéressant à la construction européenne, de s'exprimer et de se rencontrer sur ce sujet, l'AFEUR organise les 30 et 31 janvier au Palais du Luxembourg un colloque sur le thème de l'Union Européenne.

COLLOQUE SUR L'UNION EUROPÉENNE PALAIS DU LUXEMBOURG

30-31 JANVIER 1976

PROGRAMME INDICATIF

1^{re} session : Vendredi soir, 20 h 30

LES OBJECTIFS ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'UNION EUROPEENNE.

Président : M. Raymond BARRE.

Rapporteur : M. Michel ALBERT, Inspecteur des Finances, Directeur Général d'Unicredit.

2^e session : Samedi matin, 10 h - 12 h 30

LES OBJECTIFS EXTERIEURS DE L'UNION EUROPEENNE (politique étrangère, développement, énergie, défense).

Président : M. DUROSELLE.

Rapporteur : M. Georges BERTHOIN, Ancien Représentant de la Commission des Communautés Européennes à Londres.

3^e session : Samedi après-midi, 15 h 30 - 18 h 30

LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE.

Président : M. François LUCHAIRE.

Rapporteur : M. Michel GAUDET, Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances.

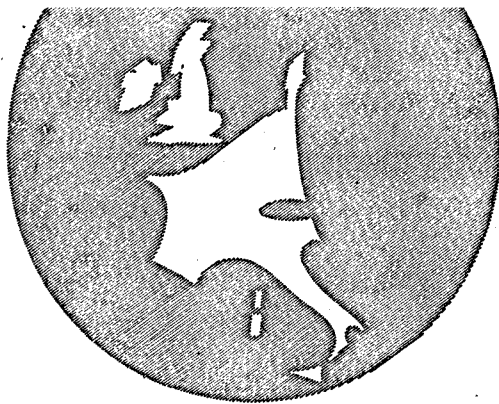
4^e session : Samedi soir, 20 h 30

CONCLUSIONS.

Président : M. LEPRINCE-RINGUET.

Animateur : M. Jean BOISSONNAT, Rédacteur en chef de l'Expansion.

Des délégations des associations membres de l'ADEPT (Federal Trust, Istituto Affari Internazionali, Institut für Europäische Politik) participeront aux débats.



REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Numéro 190
Novembre 1975

sommaire

problèmes du jour

- 491 Le budget 1976 des « Neuf » ne traduit pas une volonté de faire progresser la construction européenne, par Jean-Louis GIRAUDY.
- 495 Les républicains indépendants et l'élection du Parlement européen au suffrage universel, par Jean-Louis BURBAN, Docteur en Droit, Diplômé de l'I.E.P. de Paris, Chargé de Cours à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université de Metz.

l'économie et le social dans le marché commun

- 500 La Communauté économique européenne et la lutte contre la pauvreté, par Jean DETIENNE, Docteur en Droit, Licencié en Criminologie, Licencié en Droit maritime et aérien, Licencié en Etudes européennes, Licencié en Droit international, Chargé de cours à l'Institut des Carrières commerciales de Bruxelles.
- 505 L'œuvre communautaire en matière d'harmonisation des législations des produits pharmaceutiques, par Nicolaas BEL, Chef de Division à la Direction Générale « Marché intérieur » de la CEE.
- 515 La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en matière de concurrence. VII. — L'abus de position dominante, par Lazar FOCSANEANU.

actualités et documents

- 536 Communautés européennes.
- 543 Bibliographie.

© 1975 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent.

Voir en page II les conditions d'abonnement



Comité de patronage

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Maurice BOULADOUX, Président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN, Président du Conseil National du Patronat Français ;

M. André MALTERRE, Président de la Confédération Générale des Cadres ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSÉ, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Président de la Commission des Communautés Européennes ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

Comité de rédaction

Jean-Pierre BRUNET
Jean DENIAU
Jean DROMER
Pierre DROUIN
Mme Edmond EPSTEIN
Pierre ESTEVA

Renaud de la GENIERE
Bertrand HOMMEY
Jacques LASSIER
Michel LE GOC
Patrice LEROY-JAY

Jacques MAYOUX
Jacques MÉGRET
Paul REUTER
R. de SAINT-LEGIER
Jacques TESSIER

Robert TOULEMON
Daniel VIGNES
Jacques VIGNES
Jean WAHL
Armand WALLON

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 033-23-42

Abonnement 1975

France 198 F

Etranger 213 F

Paiement par chèque bancaire, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

Régie exclusive des annonces pour la Suisse et le Liechtenstein :

L'Institut Publicitaire, « Les Garettes », 1295 Mies, près Genève. Tél. : (022) 55.34.11

Répertoire des annonceurs

Bons du Trésor, p. IV couv. — Association Française d'Etudes pour l'Union Européenne (AFEUR), p. II couv. — Librairie Sociale et Economique (Droit Social) : La Sécurité de l'Emploi et du Salaire, p. III couv.

LE BUDGET 1976 DES "NEUF" NE TRADUIT PAS UNE VOLONTÉ DE FAIRE PROGRESSER LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Jean-Louis GIRAUDY

Le budget est traditionnellement pour les gouvernements une occasion privilégiée de dresser un programme d'action. C'est aussi un acte de prévision. Il traduit dans le concret des choix politiques qui se veulent en général aussi cohérents que possible. Si une telle définition devait être appliquée au budget de la Communauté européenne, force serait de constater que celui-ci reflète pour 1976 une singulière tendance au repli national. Davantage qu'une volonté louable d'austérité, ce budget 1976, tel qu'il est élaboré actuellement par les « Neuf », est placé sous le signe de l'incohérence.

Quelques chiffres d'abord. Il semble en effet que le budget de l'Europe, présenté par certains comme le tonneau des Danaïdes, doive être replacé dans ses justes proportions. Même l'avant-projet élaboré par la Commission à la rentrée et qui frôlait les

8 milliards d'unités de compte, avant d'être raboté par le Conseil à 7,4 milliards, ne représente en fait qu'une situation « statique » des finances communautaires. Depuis l'élargissement, le budget de la CEE atteint bon an mal an 0,4 % du Produit Intérieur Brut des « Neuf » et 2 % des budgets nationaux. Un « Land » allemand, comme la Bavière, dispose d'un budget plus élevé. Les dépenses agricoles représentent environ 70 % des crédits. Les 30 % restant sont consacrés à ce que l'on appelle le développement ou le renforcement de politiques nouvelles : actions dans le domaine social, politique régionale, aide alimentaire, recherche et technologie. Si l'on excepte environ 4 % de dépenses de fonctionnement des institutions, le budget de l'Europe est donc essentiellement un budget opérationnel.

Quel que soit le jugement de fond que l'on puisse porter sur les mécanismes de la politique agricole ou sur la recherche, une première constatation s'impose : la Communauté ne crée pas en tant que telle des dépenses. Pour l'essentiel elle ne reflète qu'un transfert de dépenses nationales vers un budget commun. C'est le cas de l'agriculture. Elle se substitue également à des interventions que les Etats membres individuellement devraient entreprendre de manière plus ou moins inévitable : aide au développement, formation professionnelle. Ces dépenses émargeraient donc, d'une manière ou d'une autre, aux budgets nationaux et il est nullement prouvé que l'addition de neuf postes nationaux individuels entraînerait un total moins élevé. Dans bien des domaines, le budget communautaire permet non seulement un allègement des charges nationales, mais encore une utilisation plus rationnelle, parce que coordonnée, des deniers publics.

Les "Neuf" ont frôlé en septembre une crise majeure

Si l'on admet que le budget européen est d'abord un transfert de ressources qui soulage d'autant les finances publiques nationales, et si l'on observe qu'il est la traduction financière de décisions prises à l'unanimité par le Conseil des « Neuf » au fil des mois, comment expliquer le malaise ? Pour la première fois, on peut même estimer que les « Neuf » ont évité une crise majeure à l'occasion de l'examen de leur projet de budget. Jusqu'à présent, aucun Etat membre n'avait en effet invoqué l'importance « vitale » de cette question, comme l'a fait l'Allemagne le 23 septembre dernier.

La règle du vote à la majorité qualifiée, qui a toujours prévalu en cette matière et qui a été épar-



gnée par les « arrangements » de Luxembourg en 1966, a virtuellement été remise en cause. Ce n'est qu'à l'issue d'un suspens d'une semaine que l'Allemagne a accepté de se laisser mettre en minorité sur le projet de budget de la CEE. Elle ne l'a pas fait de gaieté de cœur et le thème a été reporté lors du prochain Conseil européen des 1 et 2 décembre.

Dans ce débat budgétaire, l'Allemagne joue donc cette année un rôle prédominant. Comment exprimer avec plus de délicatesse le sentiment d'une opinion publique si ce n'est en reprenant la phrase lancée à Venise récemment par M. Ertl, ministre fédéral de l'Agriculture : « nous en avons marre de payer ! ». Cette invective va au-delà d'un état d'âme passager. Le sentiment Outre-Rhin d'être la « vache à lait » de l'Europe est profondément ancré. Peu importe que l'Allemagne soit le pays le plus prospère et doive à l'Europe une bonne partie de sa richesse. Il suffit de lire la presse — et même la plus sérieuse — lorsqu'elle conseille, comme le faisait récemment un grand journal financier de Francfort, au Gouvernement fédéral de se présenter à Bruxelles « les poches vides ».

Caricaturer l'attitude allemande serait cependant tout aussi dangereux que les slogans répandus en République fédérale sur la « bureaucratie dépensière » de Bruxelles. La crise économique, un déficit budgétaire grave, une certaine déception de voir la construction européenne se ramener à une politique agricole dont on ne perçoit que les montages de viande, les lacs de vins et les avalanches de poudre de lait : tout ceci explique le coup de griffes contre Bruxelles. Il ne pouvait qu'être payant dans un premier temps, devant une opinion publique mal avertie sur la réalité des problèmes budgétaires européens.

Confusion entre ressources propres et contributions financières

Le budget n'étant que le reflet de politiques décidées en commun ou d'engagements pris par les « Neuf », le terrain est évidemment mal choisi pour en faire un lieu d'arbitrage par des Secrétaires d'Etat, en fonction d'une enveloppe financière globale qui leur serait attribuée chaque année. C'est pourtant un peu ce qui s'est passé. L'Allemagne avait fixé forfaitairement sa contribution à 7,1 milliards de mark.

En réalité cette manière de procéder provient d'une confusion qui persiste sur la technique des recettes et des dépenses de la Communauté. Le système des « ressources propres » est encore très

fragmentaire puisque seuls les droits de douane et les prélèvements agricoles perçus sur les importations de pays tiers tombent dans la caisse commune. Ces droits de douane et prélèvements représentent, en 1976, 57 % des recettes nécessaires (61 % les deux années précédentes). Le reste, conformément à une décision prise il y a cinq ans, devrait être fourni par une quote-part de la TVA.

A défaut d'une harmonisation des assiettes, les « Neuf » font actuellement « comme si » ils versaient leur quote-part TVA. Et cela au moyen d'une contribution calculée en fonction de leur Produit National Brut. Selon les termes de la décision du Conseil du 21 avril 1970, cette quote-part PNB doit être en fait considérée comme une « ressource propre ». En réalité les Etats membres — et pas uniquement l'Allemagne — continuent à assimiler cette contribution TVA aux anciennes contributions nationales qui étaient basées sur des clefs fixes de répartition. Cette confusion est grave, comme le soulignait le rapporteur du Parlement européen, M. Cointat, dans la mesure où les Etats membres, qui acceptent naturellement le transfert au budget communautaire du produit des droits de douane, considèrent à tort que leur contribution « TVA » est prélevée sur les budgets nationaux et représente donc une diminution de leurs ressources publiques.

Il est évident que si les « Neuf » avaient pu mettre en vigueur, comme prévu, le 1^{er} janvier 1975, le mécanisme TVA, ce prélèvement « sans douleur » en direction du budget européen éviterait bien des malentendus. Il éviterait notamment le calcul du juste retour qui est fait actuellement dans chaque capitale. Depuis la « renégociation » britannique, remarquait récemment un membre de la Commission, M. Lardinois, la tendance à compter s'est dangereusement accentuée. Dans le cadre de véritables ressources propres, une telle opération est beaucoup plus difficile voire impossible : à qui attribuer, par exemple, un droit de douane perçu sur une machine importée par le port de Hambourg, commandée par une société belge pour être livrée à un industriel français ?

En réalité, le système de ressources propres, tel qu'il est pratiqué sur la base de principes adoptés par les « Neuf » se veut parfaitement neutre, y compris le substitut de TVA qui est encore pratiqué, puisque ce dernier est calculé en fonction du Produit National Brut, donc d'une certaine façon en fonction de la richesse.

Si la tentative de chiffrer une « contribution » au budget européen est contestable dans le système actuel, celle consistant à estimer le « juste retour » l'est tout autant. Il est fatal qu'un pays déficitaire en produits agricoles comme l'Allemagne ne retrouve pas entièrement sa mise. Ici encore les estimations sont réfutables. MM. Lardinois et Cheysson ont rappelé à plusieurs occasions que la seule préfé-

rence communautaire avait permis l'année dernière à l'Allemagne de récupérer quatre années de « contribution » en s'approvisionnant dans la Communauté en sucre alors que son prix mondial était quatre fois plus élevé.

Le caractère « obligatoire » des dépenses agricoles

Le malaise est essentiellement imputable à un accroissement sensible des dépenses agricoles. Alors que le budget du FEOGA en 1975 se monte (toutes corrections comprises) à 4 240 millions d'uc, le projet de budget 1976 prévoit 5 160 millions. Cette augmentation de plus de 21 % est considérable. Elle est due à un déséquilibre permanent dans le secteur des produits laitiers. Les stocks de poudre de lait en particulier atteignent le million de tonnes et l'impact budgétaire se fera sentir en 1976.

Poser le problème de la politique agricole dans le cadre de la procédure budgétaire semble toutefois être une approche douteuse. C'est oublier le sens du mot « obligatoire » de cette dépense. Le budget agricole résulte des décisions prises à l'unanimité par les « Neuf » dans le cadre de leur Conseil ou par la Commission européenne en fonction des mandats qu'elle reçoit. La diminution des dépenses — aussi souhaitable soit-elle — ne peut donc résulter que d'une action sur les mécanismes mêmes de la politique agricole et non pas sur leur traduction budgétaire. Le souhait manifesté en septembre par l'Allemagne de couper d'office 400 millions d'unités de compte au budget agricole relève d'un geste de mauvaise humeur arbitraire. D'autant plus que l'Allemagne n'a pas particulièrement présenté de propositions ces dernières années pour modifier la politique agricole. C'est un peu comme si elle accordait une garantie de prix nationale à ses producteurs d'orge et coupait finalement les crédits des centres d'intervention pour les mettre en état de cessation de paiement.

Il n'en demeure pas moins, et c'est une des principales difficultés du budget communautaire, que les crédits à prévoir dans le secteur agricole ont un caractère artificiel. Il est impossible de faire des prévisions précises. Les dépenses et les recettes sont tributaires de facteurs aussi variables que les récoltes ou la situation du marché mondial, qui joue un rôle déterminant pour les prélèvements et les restitutions, ou encore les hausses de prix en cours de campagne en fonction de l'évolution générale de la situation économique. Les experts de la Commission ont calculé par exemple qu'une variation de 1 % de la production laitière pouvait avoir

une incidence de plus de 80 millions de dollars sur le budget communautaire !

La seule solution pour amener un peu de cohérence dans le secteur agricole serait l'établissement d'un budget pluriannuel avec possibilité pour la Commission de contracter des emprunts. Mais les « Neuf » préfèrent, pour des raisons politiques, s'en tenir à une approximation annuelle contenant ou non, selon l'opportunité du moment, une provision pour les hausses de prix en cours de campagne. Ce n'est pas le cas au demeurant pour 1976, ce qui ouvre implicitement la voie à un budget supplémentaire.

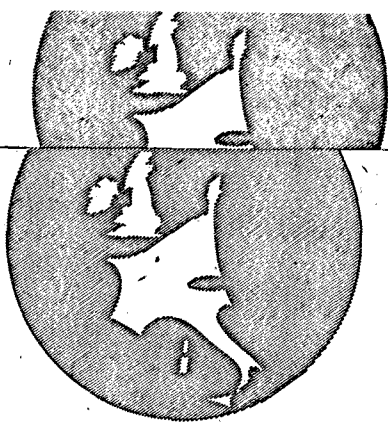
Coup de rabot sur les dépenses « non obligatoires »

Le caractère automatique des dépenses agricoles, vu sous l'angle de la procédure budgétaire, justifiait-il les coupes sombres opérées par les « Neuf » dans les autres postes opérationnels qui relèvent des dépenses « non-obligatoires » ? En tout 590 millions d'unités de compte ont été biffées par le Conseil dans le projet transmis au Parlement européen, malgré l'intervention de ce dernier qui dispose d'une certaine marge de manœuvre, les crédits resteront donc insuffisants.

Dans ce cas également, il est permis de s'interroger. Le Conseil a ainsi décidé de ramener de 516 à 412 millions les dépenses proposées par la Commission pour le Fonds social. Il en résulte que les crédits n'augmenteront en 1976 que de 12,7 % par rapport à 1975, ce qui compte tenu du taux probable d'inflation, constitue en fait une stagnation de la politique communautaire.

Indépendamment du caractère prioritaire des efforts à accomplir dans ce secteur, une telle démarche laisse perplexe. Les demandes de concours des Etats membres sont d'ores et déjà supérieures de 40 % aux crédits ! Le Conseil des ministres a décidé il y a quelques mois d'étendre l'intervention de ce même Fonds en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi, des migrants, des handicapés physiques. Or ce même Conseil, mais composé trois mois plus tard de Secrétaires d'Etat au budget, et non plus de ministres de l'emploi, coupe les crédits.

Le parallèle est évident dans le secteur de l'aide au Développement. Le projet de budget fait apparaître une diminution des crédits prévus en 1976 par rapport à 1975 compte tenu de l'inflation. Ceci contredit tous les engagements pris par les « Neuf » dans les différentes enceintes internationales, qu'il s'agisse de l'augmentation de leur aide alimentaire,



entre les gaullistes et lui (1). Mais s'il est exact que d'une façon générale les indépendants sont des partisans fougueux de la construction européennes, leur attitude fut longtemps une attitude de compromis : M. Giscard d'Estaing n'était pas partisan de l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen. En revanche, il se prononçait pour l'élection d'un Sénat Européen au suffrage élargi, un peu de la manière dont est élu actuellement le Sénat français. Écoutons-le expliquer sa position lors de l'interview qu'il accordait, en novembre 1966, à l'organe du Mouvement fédéraliste « Le XX^e siècle fédéraliste » : « Faire progresser l'Europe politique, disait-il, c'est insérer parmi les institutions existantes un élément qui assure leur convergence tout en respectant leurs prérogatives... Dans la vision d'une Europe existentielle, une assemblée élue au suffrage universel n'est pas une solution car elle aboutirait immédiatement à deux conflits. D'abord un conflit de droit : qui fait la loi ? Est-ce l'Assemblée nationale élue au suffrage universel ? Est-ce l'assemblée européenne élue au suffrage universel ? Puis un conflit de personnes. Qui est représentatif ? Seront-ce les Français, les Allemands, les Italiens élus dans le cadre d'une assemblée nationale, ou seront-ce ceux qui seraient élus dans une assemblée européenne ? Enfin une assemblée élue au suffrage universel, c'est l'expression, c'est la notification d'une notion qui est la notion de décision prise à la majorité. Or, qui peut dire qu'au stade actuel du développement de l'Europe des décisions peuvent être prises et appliquées par la seule voie de la majorité ? Quelle est la majorité européenne qui peut exister ? Qui contraindra la minorité à parler une autre langue que la sienne ? Quelle est la majorité européenne qui peut exister et modifier le statut ou le droit d'existence de partis politiques ou syndicaux ? En réalité, au stade actuel de l'Europe existentielle, nous ne sommes pas prêts les uns et les autres, lorsque nous sommes dans la minorité, à subir la loi de la majorité ».

Jusque là, M. Giscard d'Estaing tient un langage tout à fait gaulliste et développe des thèmes que nous retrouverons plus loin au centre de la doctrine

(1) Le thème européen est celui que les Républicains indépendant exploitent le plus volontiers, ce pour des raisons bien compréhensibles : c'est sans aucun doute celui qui leur permet le mieux de se distinguer de leurs partenaires gaullistes, sans risques excessifs, et de séduire un électoral centriste, jusque-là tenté par la constance européenne de M. Lecanuet par exemple. Leur Europe n'est pas « l'Europe des patries », chère aux gaullistes, mais elle n'est pas non plus l'Europe fédérale prônée par les héritiers de Robert Schuman ; pour eux l'Europe « ne peut être ni une juxtaposition d'Etats, ni un super-Etat, mais un ensemble organisé né progressivement d'une recherche et d'une construction : ...l'Europe existentielle ». (Valéry Giscard d'Estaing et les Républicains indépendants, par Jean-Claude Collard. Thèse, PUF éd., Paris, 1971, p. 317).

gaulliste vis-à-vis de l'Europe. Mais il poursuit : « Il faut donc progresser dans une autre voie, c'est pourquoi je pense que la première institution à établir est un Sénat européen. Les sénateurs européens devraient être élus au second degré par les élus locaux, comme les sénateurs français actuels, mais dans le cadre de listes régionales, ce qui permettrait d'utiliser pour la première fois cette circonscription élective. C'est l'Europe existentielle, mais c'est aussi l'Europe organique, puisque la région devient une des composantes essentielles de la société européenne. En outre, la composition de ce Sénat serait établie selon un équilibre déjà en vigueur dans la Communauté économique européenne. On sait que, selon le traité de Rome, chaque pays dispose d'un certain nombre de voix au Conseil de ministres de Bruxelles, la France et l'Allemagne sont à égalité et il y a une pondération pour les autres pays. Le nombre des sénateurs par pays serait fixé en fonction de cette clé de vote.

Le Sénat européen serait chargé d'examiner en deuxième lecture tous les textes législatifs nationaux dont la convergence et l'harmonisation entre Etats sont jugés souhaitables : fiscalité, charges sociales, droit commercial, droit du travail. Des débats pourraient être organisés sur la défense, la politique extérieure et la politique économique. Le Sénat examinerait les textes de sa compétence après une première lecture dans les parlements nationaux avec faculté d'amendement. Le Sénat pourrait, à une majorité qualifiée, exiger une deuxième délibération européenne. Les parlements nationaux statueraient en dernier ressort. Ce Sénat serait la première étape d'une évolution à poursuivre pour construire l'Europe » (2).

Avec cette idée de Sénat européen, M. Giscard d'Estaing se séparait des gaullistes orthodoxes. Il ne refusait pas a priori toute forme d'Europe parlementaire, simplement pensait pouvoir la réduire à une Europe sénatoriale. Ce n'était évidemment pas l'Europe des peuples. Mais c'était, comme M. Giscard d'Estaing le disait lui-même, « la première étape d'une évolution à poursuivre ».

Cette évolution s'est poursuivie chez les indépendants, et en 1970 c'est à un ralliement pur et simple en apparence à la thèse de l'élection directe d'un parlement européen que les giscardiens sont venus. Le 8 juin, le groupe Europe des Républicains indépendants diffusait un document qui ne propose rien moins que la création d'une Confédération européenne avant 1980, avec un programme en dix points. Le sixième point est le suivant : « Dès lors que les institutions européennes reçoivent certains pouvoirs, l'exercice de ces pouvoirs doit être contrôlé par un parlement européen. Le moment

(2) *Cahiers de documentation européenne*, janvier 1967, et *Le XX^e siècle fédéraliste*, novembre 1966.

venu, son élection directe lui donnera le poids politique nécessaire, mais celle-ci ne devrait en aucun cas mener à l'instauration d'un régime d'assemblée qui s'avérerait aussi néfaste sur le plan européen qu'il l'a été sur le plan national ».

On remarque encore chez les Républicains indépendants certaines réticences (« Le moment venu », l'allusion au danger de « régime d'assemblée »), mais les élections législatives européennes au suffrage universel font désormais partie de la doctrine européenne des giscardiens.

Que devient cependant l'idée de deuxième chambre de M. Giscard d'Estaing ? Elle trouve une solution tout naturelle, parce que les Républicains indépendants, dans ce document en dix points, font davantage que de se rallier au projet d'élection directe du Parlement européen, ils adoptent une conception institutionnelle de l'Europe des plus intéressantes. Ainsi, reconnaissant que « les activités du conseil sont au fond de nature tantôt parlementaire, tantôt exécutive », les indépendants « proposent de faire cette différence en organisant deux sortes de réunions du Conseil : des réunions publiques, éventuellement télévisées, et des réunions restreintes, « qui ne rassembleraient que les ministres et les membres de la commission ». Ainsi amorcerait-on la transformation du Conseil de Ministres en un Sénat confédéral, ainsi que le réclament depuis si longtemps les Européens les plus convaincus.

Si l'on ajoute que le même document, en son point sept, demande que le Comité économique et social comporte « les représentants de toutes les tendances syndicales », on voit que les Républicains indépendants ont fait au total un grand pas vers « l'Europe des peuples ».

Pourtant ce ralliement à l'élection directe du Parlement européen n'a jamais été total, c'est-à-dire de la nature de celui des démocrates-chrétiens ou bien des socialistes. En 1972, paraît sous le titre *IMAGINEZ L'AVENIR* un ouvrage publié par le Club Perspectives et Réalités et préfacé par Valéry Giscard d'Estaing (3) dans lequel on trouve les réflexions suivantes concernant les élections européennes : « Convient-il aussi de renforcer le rôle du Parlement et comment ? Pour la majorité de nos partenaires, il serait urgent de donner au Marché commun sa pleine légitimité démocratique en élisant au suffrage universel direct les membres de l'Assemblée parlementaire. Cette mesure est d'ailleurs envisagée par les traités actuels et il ne fait pas de doute qu'elle serait de nature à faire participer l'opinion à l'œuvre de construction européenne et à renforcer l'autorité des parlementaires ainsi élus. Il y a lieu de remarquer toutefois qu'une telle mesure précédant la constitution d'une forme quelconque

de gouvernement européen irait à l'encontre de toute l'histoire de l'institution parlementaire qui dans tous les pays est apparue postérieurement à l'existence de pouvoirs forts, pour en limiter les abus et en contrôler l'exercice. Ce serait donc mettre la charrue avant les bœufs. Il apparaît donc souhaitable de renforcer la position du Parlement par son élection au suffrage universel, le jour où il devra contrôler un véritable budget. Encore conviendra-t-il au préalable de modifier le nombre de ses membres et leur répartition par nationalité de façon à respecter le principe « one man, one vote », ce qui n'est pas actuellement le cas. Une telle mesure attirera, à juste titre, l'attention de l'opinion publique sur l'importance déjà considérable des décisions qui se prennent à Bruxelles et donnera au Parlement plus de poids pour exercer l'indispensable contrôle parlementaire. Il convient enfin de renforcer le caractère libéral de l'Europe unie. Le libéralisme implique une large confiance à l'initiative individuelle. L'Europe supranationale, fortement centralisée, ne permettrait pas aux individus de prendre une part active à la vie de l'ensemble. Il est nécessaire de leur donner des responsabilités dans l'organisation de leur propre existence, de leur propre milieu. Le programme d'expansion régionale, actuellement élaboré par la commission, pourrait être contrôlé par le Sénat européen dont le collège électoral serait composé des élus locaux : maires et conseillers régionaux et députés à l'Assemblée européenne. L'institution d'un Sénat européen, le développement des pouvoirs de l'Assemblée, de la commission, la création des régions permettront de s'acheminer vers l'étape définitive de la construction européenne. Tandis que les pouvoirs de la Communauté et ceux des régions se renforceront, les Etats nationaux seront sans doute appelés à s'effacer quelque peu pour permettre à l'unité de se réaliser de façon plus homogène à la fois par le sommet et par la base. A ce moment seulement, il sera possible d'envisager de faire adopter par l'ensemble des Etats membres une constitution fédérale instituant un pouvoir exécutif fédéral responsable devant le Parlement européen » (4).

Commentant ce texte dans leur ouvrage *Pompidou et l'Europe* (5), MM. Cousté et Visine écrivent que ces propos des Républicains indépendants « font preuve d'une certaine méfiance à l'encontre d'une supranationalité hâtive ». Certes, c'est vrai, mais ce n'est pas cette partie du texte qui est la plus représentative de la pensée giscardienne, c'est la partie suivante qui s'attache à démontrer la nécessité d'un Sénat européen à côté d'une Assemblée populaire. Avec ce texte, les Républicains indépendants reviennent un peu à la prise de position de Valéry Giscard

(3) Grasset éditeur, Paris, 1972.

(4) Op. cit., pp. 222-223.

(5) Librairies techniques éd., Paris, 1974.



l'économique et le social
dans le marché commun

LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Jean DÉTIENNE

*Docteur en droit
Licencié en criminologie
Licencié en droit maritime et aérien
Licencié en études européennes
Licencié en droit international
Chargé de cours à l'Institut
des carrières commerciales de Bruxelles*

Les crises qui secouent la Communauté ont trop souvent la manchette de la presse internationale. Elles font oublier les efforts considérables consentis par la Commission dans le domaine social et sa recherche d'une justice sociale plus grande.

La mise en commun des expériences politiques, agricoles, économiques, ne peut se faire harmonieusement en négligeant les problèmes soulevés par le paupérisme et ses conséquences.

Depuis sa création, la Communauté est à l'origine d'un incontestable développement des activités économiques, d'une expansion continue et équilibrée, d'un relèvement accéléré du niveau de vie et de relations plus étroites entre les États (1). Il n'en subsiste pas moins des situations de pauvreté incompatibles avec les finalités sociales de l'Union européenne.

Lors de leur conférence tenue à Paris en octobre 1972, les chefs d'État ou de gouvernement, conscients du problème, ont affirmé que l'expansion économique n'est pas une fin en soi. Elle doit se traduire par une amélioration de la qualité aussi bien que du niveau de la vie. C'est pourquoi, dans le cadre des conclusions retenues lors de la conférence, ils ont souligné qu'une action vigoureuse dans le domaine social revêtait pour eux la même importance que la réalisation de l'Union économique et monétaire.

Aussi ont-ils invité les institutions des Communautés à arrêter un programme d'action sociale prévoyant des mesures concrètes et les moyens correspondants pour les mettre en œuvre.

Dans sa résolution du 21 janvier 1974 (2) concernant un programme d'action sociale, le Conseil a retenu parmi les actions prioritaires la réalisation en coopération avec les États membres, de diverses mesures spécifiques de lutte contre la pauvreté en préparant des projets-pilotes. L'initiative de la Communauté s'avère d'autant plus nécessaire pour réaliser cet objectif que le traité n'a pas prévu les pouvoirs d'action spécifiques requis à cet effet.

Il faut donc se réjouir avec le Parlement européen (3) de ce que la Commission ait présenté au Conseil une proposition de décision (4), basée sur

(1) Ne s'agit-il pas là de la mission de la Communauté telle qu'elle est définie à l'article 2 du traité instituant la Communauté économique européenne ?

(2) J.O.C.E. n° C 13 du 12 février 1974, p. 3.

(3) Avis du P.E., J.O.C.E. n° C 128 du 9 juin 1975, p. 11.

(4) COM (75) 172 final.

l'article 235 du traité (5), donnant ainsi à son programme une forme juridique plus contraignante, les objectifs sociaux devant constituer une préoccupation constante de toutes les politiques de la Communauté.

Le Conseil exprime dans sa résolution (6) sa volonté politique d'adopter, dans une première étape couvrant la période allant de 1974 à 1976, les mesures nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Dans le cadre de cette résolution, il prenait, le 22 juillet 1975, une décision concernant le programme de projets-pilotes et d'études-pilotes pour combattre la pauvreté (7).

Importance de la décision

Comme le souligne le Conseil dans sa résolution du 21 janvier 1974 (8), il est essentiel d'assurer la cohérence de la politique sociale et des autres politiques de la Communauté. Les mesures prises doivent en effet réaliser simultanément les objectifs de chacune d'entre elles.

Le Conseil s'attaque à un problème dont la solution n'a jamais fait l'objet d'une approche systématique de la part des États et des organismes publics et privés. Laissé par les autorités nationales, aux soins d'une multiplicité d'associations, œuvres, ... le paupérisme fait l'objet d'études fragmentaires restées souvent sans suite et de solutions aussi incohérentes qu'incomplètes.

La politique sociale de la Communauté doit remplir une fonction propre et apporter une contribution essentielle à la réalisation d'objectifs précis par l'adoption de mesures communautaires et la détermination communautaire d'objectifs pour les politiques sociales nationales.

Il ne s'agit pas de régler d'une manière uniforme tous les problèmes sociaux. Une telle volonté abou-

tirait à nier les spécificités propres à chaque État et empêcherait la recherche de solutions adaptées.

Le souci du Conseil n'est pas de transférer au niveau communautaire des responsabilités assumées plus efficacement à d'autres niveaux, mais bien de réaliser « l'expansion continue et équilibrée » dont parle l'article 2 du traité.

Il va sans dire que cette recherche d'un développement communautaire harmonieux ne peut ignorer le paupérisme sans courir le risque de créer dans les États de la Communauté un groupe d'inadaptés qui ira grandissant.

Rôle de la Commission

Comme nous l'avons souligné supra, la Commission n'a pas à se substituer aux organismes responsables ni à assumer leurs responsabilités. Elle « peut » ainsi que l'indique l'article 1, paragraphe 1, de la décision du Conseil du 22 juillet 1975 (9), « en vue de dégager des enseignements concrets pour les États membres et la Communauté :

a) promouvoir ou aider financièrement des projets-pilotes ;

b) promouvoir, aider financièrement ou réaliser des études-pilotes ».

S'agit-il d'une faculté laissée à la Commission ou d'une obligation d'intervenir chaque fois qu'il s'avère nécessaire de « dégager des enseignements concrets pour les États membres et la Communauté ». Malgré la rédaction de l'article 1, paragraphe 1, nous croyons pouvoir affirmer qu'il y a obligation pour la Communauté d'intervenir. Il ne peut cependant être question d'intervention illimitée.

Il va de soi que la Commission a le devoir de sélectionner les projets-pilotes ou les études-pilotes qui lui sont soumis. Son critère sera plus l'intérêt réel que présentent les projets et études pour les États membres et la Communauté que le respect de certaines conditions juridiques.

Les chefs d'État ou de gouvernement n'ont-ils pas souligné la nécessité d'une action vigoureuse dans le domaine social, la mettant sur le même pied que la réalisation de l'Union économique et monétaire et invitant les institutions communautaires à arrêter un programme d'action prévoyant tout à la fois des mesures concrètes et les moyens pour les réaliser.

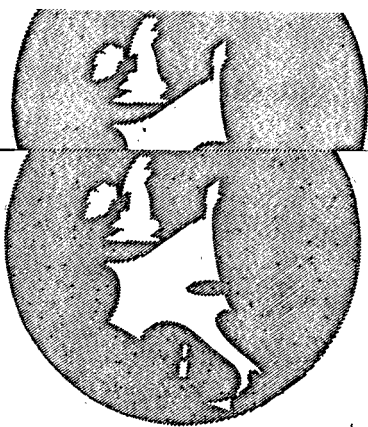
(5) Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser dans le fonctionnement du Marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cette effet, le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les décisions appropriées.

(6) Résolution du Conseil du 21 janvier 1974 concernant un programme d'action sociale, J.O.C.E. n° C 13 du 12 février 1974, p. 2.

(7) J.O.C.E. n° L 199 du 30 juillet 1975, pp. 34 et 35.

(8) J.O.C.E. n° C 13 du 12 février 1974, p. 2.

(9) J.O.C.E. n° L 199 du 30 juillet 1975, p. 34.



En cours de réalisation du projet ou de l'étude, la Commission a toujours la possibilité de consulter les représentants des gouvernements et des experts (23) sur les questions importantes concernant l'application de la décision du Conseil.

La Commission soumettra tant au Conseil qu'au Parlement européen un rapport sur la réalisation du programme et ses résultats (24) donc, par voie de conséquence, sur les projets et études en cours.

Conclusions

L'importance de la décision du Conseil n'échappe à personne. Pour la première fois, le problème de la pauvreté est pris en considération par les organes de la Communauté et une intervention finan-

cière de celle-ci est prévue pour la réalisation de projets et d'études.

Il est regrettable cependant que le Conseil ait réduit la portée de la décision en définissant comme il l'a fait les ressources. Nombreux sont en effet les individus et les familles qui ne sont pas en mesure d'avoir recours aux « services disponibles dans les domaines public et privé » en raison des critères de sélection posés par des réglementations parfaitement érotiques pour les personnes à qui elles s'adressent.

Il faut toutefois se réjouir de l'initiative du Conseil qui doit amener les organismes publics et privés à repenser leur politique et leur action. Cette décision est de nature à favoriser sinon des regroupements du moins une plus large collaboration parmi les plus dynamiques et les plus conscients de la nécessité d'une coordination dans la lutte contre la pauvreté.

(23) Art. 5, § 1.

(24) Art. 6, avis du P.E., J.O.C.E. n° C 128 du 9 juin 1975, p. 11.

L'ŒUVRE COMMUNAUTAIRE EN MATIÈRE D'HARMONISATION DES LÉGISLATIONS DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Nicolaas BEL

*Chef de Division à la Direction Générale
« Marché Intérieur » de la C.E.E.*

Le Conseil des ministres des Communautés a adopté, le 20 mai dernier, d'importantes directives relatives aux spécialités pharmaceutiques : la « deuxième directive concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques » et la « directive relative au rapprochement des législations des États membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques ».

Il s'agit là d'une étape décisive vers la libéralisation des échanges intracommunautaires, échanges qui, à l'heure actuelle, sont encore fortement gênés par de nombreux obstacles trouvant leur origine dans les prescriptions de droit administratif des États membres. Les principales entraves sont constituées d'une part par la différence entre les conditions légales de mise sur le marché des médicaments et d'autre part, par la répétition de contrôles coûteux à effectuer lors de l'importation.

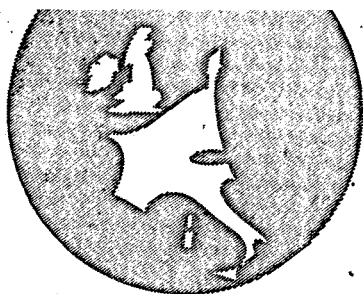
Les directives qui viennent d'être arrêtées prévoient notamment :

- le complément de l'harmonisation des législations nationales des États membres relatives aux spécialités pharmaceutiques, dont les principes avaient été arrêtés le 26 janvier 1965, dans une première directive 65/65 C.E.E. ;
- la suppression des contrôles aux frontières sur les spécialités en provenance d'autres pays de la Communauté ;
- l'ébauche d'une procédure communautaire d'autorisation de mise sur le marché européen des spécialités.

A l'occasion de l'adoption de ces directives le Conseil a décidé la création d'un Comité pharmaceutique, chargé de la coordination sur le plan communautaire de la politique de la santé publique dans ce domaine.

I. — Les objectifs de l'harmonisation des législations dans le domaine des médicaments

L'approvisionnement du consommateur en bons médicaments constitue un élément essentiel de la politique de santé publique des États membres, qui se reflète, d'une façon assez nette, dans les prescriptions législatives, administratives et réglementaires de chaque pays. Le droit pharmaceutique a pour but d'apporter des garanties afin que les médi-



caments mis en vente méritent cette qualification, que leur emploi normal ne soit pas dangereux et que leur qualité soit bonne.

Dans l'État moderne où la préparation des médicaments s'est déplacée de l'officine vers l'usine, le souci majeur des autorités publiques de procurer au patient les médicaments les plus efficaces, se concrétise dans des systèmes d'enregistrement ou d'autorisations de mise sur le marché préalables à la commercialisation des nouveaux médicaments.

Les modalités juridiques et administratives de ces systèmes de contrôle étatiques, étant intégrées dans l'ensemble des moyens et instruments mis en œuvre pour assurer une protection optimale de la santé publique, sont différentes d'un pays à l'autre. Tenant compte des particularités nationales de toute nature, chaque législation nationale relative aux médicaments a eu évidemment sa propre évolution historique. Ainsi, par exemple, la différence entre les modalités de contrôle que les autorités compétentes exercent, du point de vue de la santé publique, sur l'accès de nouveaux produits au marché, a marqué la structure industrielle du secteur pharmaceutique. Dans certains pays celui-ci s'est développé à partir de l'extension des activités du pharmacien, dans d'autres, ce secteur s'est séparé de l'industrie chimique comme une branche industrielle spécifique.

Ces divergences se reflètent dans les différences des conditions légales d'accès des médicaments d'un pays à l'autre. Les autorités compétentes, soucieuses de leur responsabilité pour la protection de la santé publique dans leur pays, ne laissent pas librement entrer les produits pharmaceutiques venant de l'étranger, même si de tels produits sont approuvés par les autorités publiques du pays d'exportation. Ainsi les produits en cause doivent à nouveau passer par la procédure longue et difficile d'autorisation de mise sur le marché dans le pays d'importation où d'autres essais laborieux et coûteux sont nécessaires pour démontrer l'efficacité du médicament.

Autorisation de valeur communautaire

Pour arriver à un marché européen des médicaments, l'harmonisation des conditions d'accès au marché s'impose.

Toutefois, le grand problème de l'harmonisation est que ces conditions ne peuvent être définies objectivement comme pour la majorité des produits, pour lesquels il existe des standards de qualité et qui sont définissables par des formules chimiques ou par des unités de mesure. Chaque médicament est un produit unique avec ses effets spécifiques — indications, contre-indications, effets secondaires. Chaque autorisation est une décision ad hoc concernant un seul produit. En effet, les notions de nocivité et d'effet thérapeutique ne peuvent être examinées

qu'en relation réciproque et n'ont qu'une signification relative appréciée en fonction de l'état d'avancement de la science et compte tenu de la destination de la spécialité pharmaceutique. La délivrance de l'autorisation dépend en dernière instance de la conviction intime des autorités compétentes d'un État membre que la conclusion du fabricant sur l'aspect favorable de la balance entre l'efficacité et les risques potentiels décrits dans les documents et renseignements joints à la demande est suffisamment fondée.

L'objectif du rapprochement des législations dans le domaine pharmaceutique doit être l'harmonisation de tous les éléments revêtant une importance décisive pour l'évaluation du médicament de telle sorte que la marge d'arbitraire du jugement soit réduite au maximum. Les principes d'un système d'autorisation, posés dans la directive de 1965 (1), constituent déjà un acquis important sur le plan européen, mais sont loin de suffire pour mettre en route la libéralisation des échanges. Pour libérer de ces obstacles administratifs le commerce intracommunautaire des spécialités pharmaceutiques, une harmonisation encore plus poussée des éléments des procédures nationales d'autorisation de mise sur le marché est nécessaire.

Contrôle unique

Toutefois, les obstacles aux échanges ne se présentent pas seulement sur le plan de l'autorisation de mise sur le marché, qui concerne en réalité la conception du médicament. En effet, une fois l'autorisation octroyée, il faut veiller à ce que la fabrication des produits en série soit faite conformément au prototype autorisé. De ce chef, les modalités des contrôles à effectuer sur les matières premières, les produits finis et les produits intermédiaires de la fabrication font partie intégrante de l'autorisation de mise sur le marché.

Cependant, la qualité de tels contrôles dépend essentiellement de la compétence de la personne responsable de la fabrication et du contrôle. Dès que ces qualifications légales sont harmonisées entre États membres, rien ne s'oppose à ce que les États reconnaissent mutuellement les contrôles effectués par de telles personnes.

Prévoyant les difficultés énormes à surmonter pour achever une telle œuvre de rapprochement des législations dans ce domaine, la Commission décidait à l'époque de progresser par étapes dans la voie de la libéralisation des échanges. Celle-ci devrait s'achever avec la création d'une autorisation unique de mise sur le marché des spécialités pharmaceutiques, autorisation valable d'une façon ou d'une autre dans l'ensemble de la Communauté, et avec la suppres-

(1) Cf. P. DUPRAT : La réglementation des spécialités pharmaceutiques dans la C.E.E. Revue du Marché Commun, juin 1965.

sion des contrôles systématiques de ces produits à l'importation.

Dans cet ordre d'idées, après avoir posé dans une première directive les principes d'une législation européenne, la Commission a successivement soumis au Conseil :

- une 2^e proposition de directive sur le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques, et
- une 3^e directive prévoyant la reconnaissance mutuelle et quasi automatique des autorisations octroyées par les États membres.

Ces objectifs du rapprochement des législations ne sont pas tout à fait réalisés par les textes récemment adoptés, après une discussion longue et acharnée au niveau du Conseil.

II. — Les obstacles à l'harmonisation des législations

Pour une bonne compréhension du résultat finalement obtenu, il semble utile de voir de plus près les obstacles qui ont été à la base de la longue durée des délibérations.

La proposition de 2^e directive relative aux spécialités pharmaceutiques fut soumise au Conseil à la fin de 1964. Plus de dix ans se sont écoulés entre la soumission et l'adoption de la proposition. Même pour le calendrier communautaire un tel délai est exceptionnellement long. Ceci est imputable à la complexité et aux caractéristiques délicates de toute une série de problèmes ne supportant pas des solutions faciles et légères.

Tous ces problèmes sont à classer sous un dénominateur commun, à savoir comment concilier les impératifs de la santé publique avec d'autres nécessités, notamment les exigences économiques de la production de masse de ces produits.

Les différentes façons de mener les politiques nationales de santé publique, ainsi que les disparités de situation de l'industrie pharmaceutique dans la Communauté ont rendu encore plus difficile la solution des problèmes posés, chaque pays ayant ses propres préoccupations de santé publique et ses problèmes économiques spécifiques.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner de l'attitude de certains États qui, afin d'obtenir des « solutions favorables » à leurs problèmes, n'ont pas hésité à bloquer les solutions préconisées dans d'autres domaines plus ou moins liés. Ce système de « préalables » a pendant des années paralysé tout progrès visible

dans le déroulement des discussions. Mais si l'on se rend compte que tout rapprochement valable et durable ne se réalise pas seulement par l'adoption formelle de textes mais doit également se faire dans les esprits, on peut dire que le temps n'a pas été tout à fait perdu.

Il y a des exemples pour l'illustrer. Le Royaume-Uni, avant son entrée dans la Communauté, avait déjà réalisé une réforme importante de sa législation pharmaceutique, en s'inspirant largement des textes communautaires existants.

En introduisant le contenu des prescriptions de la 1^{re} directive dans le projet de son nouvel « Arzneimittelgesetz », la République Fédérale n'a pas seulement repris le contenu de la 1^{re} directive adoptée, mais également celui de la proposition de 2^e directive et a mis en application, avant la lettre, les normes et protocoles.

Au Benelux, la réglementation mettant sur pied un régime d'enregistrement commun des médicaments a repris presque textuellement les parties essentielles des propositions longtemps avant leur adoption par le Conseil.

Mais l'obstacle majeur à l'adoption des directives n'était pas l'harmonisation des prescriptions nationales dans ce domaine, mais plutôt les conséquences à tirer d'une telle harmonisation menant à une libéralisation des échanges.

Les exigences économiques

Il est compréhensible que le secteur pharmaceutique, ayant un besoin réel d'agrandissement de ses débouchés, comme industrie de pointe en pleine expansion, réclame son droit légitime à l'ouverture des marchés européens.

Par ailleurs, on ne peut pas nier qu'un tel agrandissement pourrait contribuer de manière sensible à un meilleur approvisionnement du consommateur européen en médicaments efficaces.

On peut constater que dans ce domaine le développement et l'innovation relèvent pratiquement et uniquement de la recherche scientifique réalisée par l'industrie pharmaceutique. La presque totalité des nouveaux médicaments d'une importance certaine au point de vue thérapeutique, introduits, après la dernière guerre mondiale, dans l'arsenal des médecins, a été découverte dans les laboratoires de l'industrie pharmaceutique.

Le financement de telles recherches est directement lié aux possibilités de débouchés de la production, pour lesquels l'agrandissement territorial constituera un des éléments essentiels.

Si la proposition de la 2^e directive prévoyait l'achèvement de l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives, la proposi-



tion de 3^e directive prévoyait une réelle ouverture des frontières pour les spécialités pharmaceutiques, envisageant la reconnaissance mutuelle des autorisations de mise sur le marché.

La République Fédérale a longtemps insisté sur l'adoption simultanée de cette directive et de la proposition de 2^e directive. Du point de vue allemand, cette liaison n'était pas dénuée de logique. Selon la 1^{re} directive, l'Allemagne était obligée de changer fondamentalement la conception de sa législation pharmaceutique. Au lieu d'une procédure d'enregistrement purement administrative, ne demandant pas des autorités publiques un examen et une appréciation quant au fond des caractéristiques du médicament, elle devait introduire un système d'autorisation de mise sur le marché, à délivrer seulement après vérification de la présence de l'effet thérapeutique, de l'innocuité et de la bonne qualité du médicament.

Le fait qu'également toutes les spécialités déjà sur le marché devaient subir un tel examen rendait le problème encore plus aigu aussi bien pour l'industrie que pour l'administration.

Les impératifs de la santé publique

Mais, si légitimes que soient les exigences de l'industrie pharmaceutique, les impératifs de la santé publique ne le sont pas moins — au contraire ! La protection de la santé et de la vie de ses ressortissants est un devoir primordial de chaque État, par ailleurs, expressément reconnu dans l'article 36 du traité C.E.E. comme motif valable pour l'interdiction d'importation de certains produits.

Les autres États membres faisant valoir cet argument n'étaient pas disposés à accepter la reconnaissance mutuelle des autorisations comme une conséquence de l'harmonisation des législations pharmaceutiques nationales. Une telle reconnaissance suppose un haut degré de confiance dans la qualité de l'évaluation du dossier du fabricant, par les autorités publiques ayant octroyé la première autorisation de mise sur le marché. Sans expérience sur l'application de la nouvelle législation harmonisée, les États membres n'étaient généralement pas prêts à abandonner en quelque sorte leur responsabilité pour la mise sur le marché de médicaments dont ils n'avaient pas constaté eux-mêmes les vertus thérapeutiques. Mais pour acquérir de l'expérience dans l'application de la législation harmonisée, il aurait fallu que la 2^e directive soit adoptée, adoption que la République Fédérale liait justement à l'acceptation de la 3^e directive.

Cette position de fait n'a pu être finalement rompue que par une solution de nature globale, prévoyant une étape transitoire sur la voie de la libéralisation des échanges intracommunautaires.

Le monopole du pharmacien

Dans un stade ultérieur des négociations, une nouvelle liaison fut faite par d'autres pays, avec une justification plus difficile.

Selon certains États membres, l'adoption de la 2^e directive devait aller de pair avec la création d'un statut européen du pharmacien. Le seul lien qui existe entre ces deux domaines législatifs est que dans certains pays, seuls les pharmaciens sont habilités à prendre la responsabilité de la fabrication et du contrôle des spécialités pharmaceutiques. Dans d'autres pays toutefois, d'autres professionnels, comme par exemple les médecins, les vétérinaires, etc., peuvent assurer, avec autant de compétence, la bonne qualité de la fabrication et du contrôle des médicaments dans les industries pharmaceutiques. La généralisation de ce monopole du pharmacien dans toute la Communauté n'a pas pu s'imposer. Une solution saine et adéquate ne pouvait être trouvée que par la séparation de ces deux groupes de problèmes de nature différente.

La phytothérapie

Une autre question qui a joué un rôle assez important dans les discussions précédant l'adoption de la 2^e directive était la position à réserver aux produits à base de plantes. En effet, pour un grand nombre de ces produits, il n'est pas facile ou peut-être même impossible de démontrer leur effet thérapeutique selon les méthodes scientifiques décrites dans la directive concernant les normes et protocoles en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques.

Trois solutions s'offraient pour ces produits.

La solution la plus facile était de les exclure du champ d'application de la législation européenne, de sorte que chaque État puisse réserver à ces produits le sort qui lui convenait le mieux. La conséquence en serait évidemment que ces produits ne pourraient bénéficier de la libéralisation des échanges intracommunautaires et risqueraient donc de les disqualifier dans l'esprit de certains. Or, dans certains pays la phytothérapie occupe une place assez importante dans la philosophie de la médication.

Une deuxième solution pouvait consister dans un assouplissement encore plus grand des dispositions les concernant. Mais cela risquait de provoquer des problèmes sur le plan de la concurrence.

Une troisième solution était de ne pas leur réserver une position privilégiée mais de les soumettre au régime applicable à tous les médicaments, solution qui a été finalement retenue.

La seule concession, d'une importance certaine, en vue de rencontrer les difficultés éprouvées par les industries concernées était la reconnaissance qu'une pratique suivie couramment à l'heure actuelle peut

être continuée pour les spécialités nouvelles renfermant uniquement des composants connus à faible activité pharmacodynamique. Les autorités compétentes peuvent accepter l'absence de certains essais toxico-pharmacologiques et cliniques sur les mélanges mêmes, dans la mesure où il est prouvé scientifiquement que ces essais ne sont pas appropriés ni réalisables. A l'impossible nul est tenu.

Quant aux produits homéopathiques, on a décidé de les exclure du champ d'application des directives, de sorte que provisoirement, chaque État reste libre de les réglementer selon sa propre conception de la politique de protection de la santé.

III. – Le résultat final de l'harmonisation

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, les principes de base du rapprochement des législations dans le domaine pharmaceutique furent adoptés dans la première directive de 1965 et peuvent se résumer ainsi :

1) aucune spécialité pharmaceutique ne peut être mise sur le marché sans autorisation préalable de l'autorité compétente d'un État membre ;

2) une telle autorisation ne peut être délivrée par les autorités compétentes que si le fabricant a prouvé que la spécialité :

- n'est pas nocive dans les conditions normales d'emploi ;
- a un effet thérapeutique
- a la qualité déclarée ;

3) comme preuve ne sont admis que les résultats des essais physico-chimiques, biologiques ou microbiologiques, pharmacologiques, toxicologiques et cliniques ;

4) les méthodes de contrôle auxquelles les produits doivent être soumis dans les différents stades de la fabrication doivent être approuvées par les autorités compétentes.

Ce sont ces principes qui font l'objet d'une réglementation détaillée dans la deuxième directive du Conseil du 20 mai 1975 concernant le rapprochement des dispositions législatives et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques (J.O. n° L 147, 19 juin 1975) et dans celle relative au rapprochement des législations des États membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais des spécialités pharmaceutiques (J.O. n° L 147, 19 juin 1975).

Les dispositions de la 2^e directive peuvent être ainsi résumées.

L'autorisation de mise sur le marché

Définition du médicament

Vu l'importance de l'autorisation pour la commercialisation des médicaments concernés, la définition des produits qui y sont assujettis est d'un grand intérêt.

Malgré les critiques qui se sont élevées contre cette définition, adoptée il y a plus de neuf ans, on n'a pas voulu y toucher.

La première directive définit comme « médicament » :

« Toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales. »

Un deuxième alinéa ajoute toutefois :

« Toute substance ou composition pouvant être administrée à l'homme ou à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier des fonctions organiques chez l'homme ou l'animal est également considérée comme médicament. »

Cet ajout s'explique par le fait que l'on voulait considérer comme médicament les contraceptifs alors même qu'il ne peut leur être attribué de propriété à l'égard des maladies humaines.

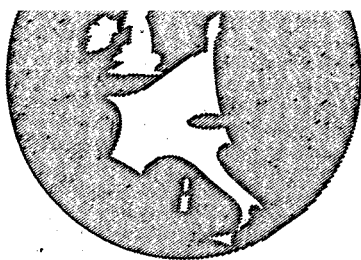
Mais aux juristes scrupuleux ce deuxième alinéa a posé certaines difficultés étant donné qu'il risquait d'embrasser toute une série de produits qui sortent manifestement du champ des médicaments.

A l'époque, ce problème n'a pas échappé aux auteurs de la première directive. C'est pourquoi les considérants ont exclu de cette définition les substances ou compositions qui sont des denrées alimentaires, des aliments destinés aux animaux ou des produits d'hygiène. On peut ajouter, à l'heure actuelle, les produits diététiques, les additifs aux aliments des animaux et les produits dangereux pour lesquels un régime spécial a été élaboré, entre temps, sur le plan européen et qui sont donc exclus *ipso jure* du régime pharmaceutique. Ainsi, ce 2^e alinéa donne la possibilité aux autorités publiques de traiter certains produits en tant que médicaments, alors que leur position mal définie aurait pu les faire échapper à toute réglementation avec les conséquences néfastes qui pouvaient en résulter.

Les préfabriqués

Pour le même motif la majorité des États membres ont voulu étendre le champ d'application de la législation pharmaceutique européenne aux préfabriqués.

A l'époque de l'adoption de la première directive, les échanges internationaux de médicaments se limitaient pratiquement au commerce des spécialités



pharmaceutiques, définies dans la première directive comme :

« tout médicament préparé à l'avance, mis sur le marché sous une dénomination spéciale et sous un conditionnement particulier ».

Depuis lors, s'est développé un échange international de préfabriqués, ceux-ci ne différant de la spécialité que par l'absence d'une dénomination spéciale et d'un conditionnement particulier.

Le fait qu'ils aient trouvé leur forme pharmaceutique définitive est une raison décisive pour réserver à ces préfabriqués le même sort qu'aux spécialités pharmaceutiques, sous peine de miner la signification de cette réglementation. Apparemment, l'inclusion de ces produits a quand même posé des problèmes et on n'a pas voulu alourdir les négociations avec cette question. Toutefois, il est certain que la majorité des États membres soumettront ces produits aux mêmes critères d'autorisation que ceux prévus pour les spécialités pharmaceutiques.

Les anciens produits

En adoptant la première directive, la décision avait déjà été prise qu'il n'y aurait pas deux sortes de médicaments, à savoir des spécialités de standard européen et des spécialités de qualité nationale. La conséquence de cette harmonisation totale est également que les produits déjà enregistrés sous l'ancienne réglementation devront être soumis à la procédure d'autorisation européenne. Dans la plupart des cas, cela signifiera que pour les produits déjà sur le marché, il faudra apporter les preuves de leur effet thérapeutique. En 1965, on avait pensé qu'un délai de cinq ans serait suffisant pour examiner ces produits existants.

Toutefois, et malgré le fait que pour les produits existants l'article 4 de la première directive, point 8 a, prévoit qu'une documentation bibliographique peut tenir lieu de la présentation des résultats des essais pharmacologiques, toxicologiques et cliniques, on est arrivé entre temps à la conclusion que cette période de cinq ans est trop brève et doit être étendue à quinze ans.

L'instruction de la demande

Tout un chapitre de la 2^e directive est consacré à l'instruction de la demande de mise sur le marché de la part des autorités compétentes. Les dispositions en cause ont apparemment pour objectif d'explicitier la procédure et de ne laisser aucun doute sur le caractère de l'autorisation. Il ne s'agit pas d'un simple enregistrement, mais d'une véritable instruction comportant un examen substantiel des données du dossier joint à la demande. A cette fin, les autorités peuvent soumettre la spécialité au contrôle d'un laboratoire d'État ou d'un laboratoire

désigné à cet effet, et si les renseignements fournis ne sont pas suffisamment convaincants, elles peuvent exiger du demandeur qu'il fournisse des données supplémentaires (art. 4).

L'article 5 de la deuxième directive ajoute un nouvel élément à l'instruction de la demande, c'est-à-dire l'obligation pour les autorités compétentes de vérifier que les fabricants sont en mesure de réaliser la production en respectant les indications fournies dans le dossier. De même il doit vérifier si les importateurs de spécialités en provenance de pays tiers sont en mesure d'effectuer les contrôles suivant les méthodes décrites dans le dossier. Dans l'article 4 de la première directive, on demande seulement que le dossier contienne un document duquel il ressorte que le fabricant est autorisé à produire des (et pas *la*) spécialités pharmaceutiques.

Une chose intéressante à remarquer est que s'il s'avère que le fabricant n'est pas en mesure de fabriquer ou contrôler les produits dans le respect des conditions prévues dans le dossier, la directive ne prévoit pas de sanction sur le plan de l'autorisation de mise sur le marché mais plutôt sur le plan de l'autorisation de fabrication.

En effet, l'article 17, relatif à l'octroi d'une telle autorisation, prévoit dans ce cas le refus de cette autorisation. Toutefois, il ne s'agit ici que d'une directive et non pas d'un règlement directement applicable. Les États membres, lorsqu'ils constatent que les fabricants ne sont pas en mesure de respecter les conditions reprises dans le dossier, pourront cependant continuer à en tirer les conséquences, selon leurs pratiques antérieures : soit au niveau de la fabrication, soit au niveau de la mise sur le marché, soit à ces deux niveaux. En effet, ces pratiques administratives diverses aboutiront au même résultat, voulu par la directive : l'impossibilité de commercialiser une spécialité dont la fabrication ou le contrôle ne peuvent être effectués dans le respect des conditions prévues dans le dossier d'autorisation de mise sur le marché.

L'obligation pour les autorités compétentes d'instruire le dossier, comme indiqué ci-dessus, n'exclut pas que la vérification des données se fasse par un comité créé à cette fin, soit par des spécialistes appartenant aux différentes disciplines, à condition que les États prennent la responsabilité finale de l'autorisation.

Les documents et renseignements à joindre à la demande d'instruction

L'essentiel des renseignements et documents formant le dossier à joindre à la demande d'autorisation de mise sur le marché est constitué par les résultats des essais :

— physico-chimiques ;

- pharmacologiques et toxicologiques ;
- cliniques.

La première catégorie d'essais est évidemment liée aux autres données à procurer par le responsable de la mise sur le marché, à savoir la composition quantitative et qualitative ; le mode de préparation ; la posologie ; le mode et la voie d'administration ; la durée de stabilité et les méthodes de contrôle utilisés par le fabricant (art. 4 de la 1^{re} directive).

Le premier chapitre de la 2^e directive concerne les exigences à imposer aux expérimentateurs appelés à effectuer ces essais : l'analyste, le pharmacologue ou le spécialiste ayant une compétence expérimentale analogue et le clinicien.

Le choix de ces expérimentateurs appartient à la personne responsable de la mise sur le marché. Le seul critère que cite l'article 1 de la 2^e directive est que ces experts doivent posséder les qualifications techniques ou professionnelles nécessaires, de sorte que les administrations pourraient ne pas approuver le choix si la compétence de l'expert n'est pas suffisante. Cependant, c'est la qualité des essais qui est essentielle, de sorte que les essais effectués conformément aux dispositions des « Normes et Protocoles » doivent être pris en considération, quelle que soit la nationalité des experts qui y procèdent et le pays où ils sont effectués. Il est aussi à remarquer que l'article 1^{er} n'exclut pas la possibilité qu'il soit fait appel à des expérimentateurs relevant de l'entreprise de fabrication.

Les rapports à établir par les expérimentateurs ne peuvent être des résumés et doivent être signés.

Le rôle de ces expérimentateurs qui est décrit pour chaque discipline d'une façon générale dans l'article 2 de la 2^e directive est précisé par la directive « Normes et Protocoles » dont l'essentiel est l'annexe technique. Elle a été établie avec l'aide de scientifiques éminents de la Communauté en tenant compte des études faites dans le cadre de l'O.M.S. et des nécessités industrielles.

Cette annexe se compose de trois parties, chaque partie correspond à une des trois catégories d'essais et de contrôles à effectuer par le fabricant.

Outre les normes et principes à suivre lors des essais, ce texte indique également la manière de présenter ces renseignements.

Il est intéressant de constater que pour certains contrôles de la spécialité, les prescriptions de la Pharmacopée européenne pour les produits y figurant sont rendues obligatoires. Comme on le sait, la Pharmacopée européenne est une œuvre réalisée sous les auspices du Conseil de l'Europe.

Selon certains, les prescriptions des « Normes et Protocoles » de caractère scientifique et donc évolutif ne pouvaient être reprises dans un texte juridi-

quement obligatoire : ce texte manquerait de la flexibilité nécessaire à son application et n'aurait dû faire que l'objet d'une recommandation. Cette critique ne semble toutefois pas justifiée.

Si la partie analytique est précise et donc rigoureuse, la souplesse apparaît déjà dans la partie toxicologique et pharmacologique et le clinicien est laissé totalement libre quant à la manière de procéder aux essais. Les seules exigences concernent la fourniture des renseignements indispensables pour dégager une opinion suffisamment fondée scientifiquement. Ce que l'on peut plutôt regretter c'est que la spécificité des problèmes n'ait pas permis d'aller plus loin dans le caractère contraignant du texte. Si les expérimentateurs étaient laissés totalement libres, les autorités compétentes le seraient elles aussi au moment de décider et il n'y aurait jamais de libre circulation.

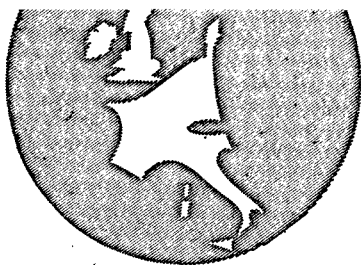
L'autorisation de fabrication

La législation de chaque État membre soumet la fabrication des spécialités pharmaceutiques à certaines règles pour garantir que le fabricant est bien en mesure de fabriquer et de contrôler les produits en cause conformément aux données se trouvant dans le dossier d'autorisation de mise sur le marché.

Etant donné que la répétition des contrôles sur la qualité des spécialités pharmaceutiques importées constitue une entrave considérable à l'importation, la proposition initiale de 2^e directive prévoyait déjà que le fabricant devrait être en mesure d'effectuer les contrôles sur les spécialités pharmaceutiques suivant les méthodes décrites dans le dossier d'autorisation. De plus, la proposition de 3^e directive précisait la qualification de la personne responsable pour la fabrication et le contrôle ; cette personne devrait être un pharmacien ou une personne possédant outre les diplômes requis pour exercer l'activité de fabrication et de contrôle dans le pays en cause une pratique d'au moins trois années dans ces domaines.

Finalement ce sont ces deux éléments qu'on retrouve en substance dans le chapitre IV de la 2^e directive et qui traite de la « fabrication et de l'importation en provenance de pays tiers ». L'article 16 de ce chapitre oblige les États à introduire un système d'autorisation de fabrication. Par fabrication, il faut entendre la fabrication totale ou partielle ainsi que les opérations de division, de conditionnement ou de présentation.

En ce qui concerne les conditions à remplir pour obtenir une telle autorisation, des principes sont posés, mais les détails sont largement laissés à l'initiative des États membres. Pour les prescriptions relatives aux locaux, à l'équipement technique, aux possibilités de contrôle appropriées, au personnel, la directive se réfère simplement aux exigences



nationales de l'État membre où la fabrication se réalise.

La personne responsable

Toutefois, les conditions auxquelles la personne qualifiée responsable de la fabrication et des contrôles des spécialités fabriquées doit répondre sont énumérées d'une façon détaillée dans l'article 23 de la 2^e directive. Mais même cet article n'entraîne pas une totale uniformisation. Il constitue plutôt un ensemble d'alternatives, où chaque État peut en général retrouver les conditions de sa propre législation existante de sorte que cela revient presque à la reconnaissance mutuelle de la qualification des personnes responsables. Il subordonne ainsi l'exercice de cette activité à la possession d'un diplôme universitaire dans les disciplines suivantes : pharmacie, médecine vétérinaire, chimie, chimie et technologie pharmaceutiques, biologie. Le cycle d'enseignement universitaire et la formation pratique minimale sont toutefois explicités dans cet article. A cette connaissance théorique doit s'ajouter une expérience pratique de deux ans dans le contrôle de la qualité des spécialités pharmaceutiques.

La fixation des niveaux de connaissance doit garantir que le fabricant est en mesure d'assurer une fabrication correcte, mais cette harmonisation n'a aucune conséquence pour la libre circulation des personnes, c'est-à-dire que la personne qui est autorisée à exercer l'activité de fabrication des médicaments ne sera pas automatiquement admise à l'accès de cette profession dans un pays voisin. Les pays qui connaissent le monopole du pharmacien peuvent le maintenir s'ils le désirent.

L'article 22 de la directive contient encore une spécification des tâches qui incombent à la personne responsable de la fabrication. Sa tâche principale est d'attester que chaque lot de fabrication a été fabriqué et contrôlé conformément à la législation en vigueur et dans le respect des exigences retenues pour l'autorisation de mise sur le marché. En ce qui concerne les spécialités produites en dehors de la Communauté, c'est l'importateur de ces produits qui a besoin d'une autorisation. Pour obtenir une telle autorisation l'importateur doit *mutatis mutandis* répondre aux mêmes conditions que celles imposées aux fabricants de la Communauté en ce qui concerne les locaux, l'équipement technique, le personnel et les qualifications de la personne responsable pour l'exécution des contrôles.

Sa tâche en ce qui concerne les contrôles à effectuer est spécifiée : une analyse qualitative complète, une analyse quantitative d'au moins tous les principes actifs et tous les autres essais ou vérifications nécessaires pour assurer la qualité des spécialités pharmaceutiques dans le respect des exigences retenues pour l'autorisation de mise sur le marché.

Les sanctions

Pour les produits qui sont destinés à circuler dans la Communauté, il est du plus grand intérêt que les États membres soient sûrs que dans le cas de non respect des obligations qui incombent aux fabricants il existe des sanctions efficaces. C'est pour cette raison que la directive prévoit des sanctions administratives, c'est-à-dire le refus, la suspension et le retrait de l'autorisation de fabrication, s'ajoutant aux sanctions nationales du droit pénal, civil et disciplinaire.

Les motifs que les autorités compétentes peuvent invoquer pour refuser, suspendre ou retirer l'autorisation de mise sur le marché sont énumérés d'une façon limitative dans la 1^{re} directive, en protégeant ainsi les fabricants contre toute décision arbitraire.

La 2^e directive ajoute aux raisons pouvant justifier le refus de l'autorisation le non respect des dispositions concernant le rôle des experts chargés d'établir les documents à joindre à la demande d'autorisation de mise sur le marché.

En complément à ces mesures, l'article 28 de la 2^e directive règle les cas précis où les autorités peuvent et doivent interdire la délivrance et retirer du marché les produits qui s'y trouvent déjà, tandis que l'article 32 prévoit la possibilité de la suspension de la fabrication ou de l'importation des spécialités en provenance des pays tiers. De telles mesures peuvent aller de pair avec la suspension ou le retrait de l'autorisation de mise sur le marché, mais pas nécessairement.

Dans la mesure où les spécialités circuleront dans d'autres pays que celui de fabrication, le caractère limitatif de l'énumération de ces cas d'intervention prendra de l'importance, face aux tendances protectionnistes éventuelles.

IV. — Les effets immédiats de l'harmonisation

De l'application des directives en cause découleront plusieurs conséquences.

Le dossier unique

La première conséquence de l'harmonisation et peut-être la plus importante sera en fait que les procédures d'autorisation de mise sur le marché dans les États membres seront les mêmes et basées sur des dossiers identiques. Pour les fabricants cela signifiera qu'à partir de ce moment ils peuvent utiliser une même série d'essais analytiques, pharmaco-

logiques et cliniques pour obtenir une autorisation dans tous les États membres. Une telle faculté comportera évidemment une économie en temps et en argent considérable.

La suppression des contrôles à l'importation

Un deuxième effet de l'harmonisation des législations ainsi réalisée, d'une importance majeure sur le plan de la libre circulation, est la suppression des contrôles à l'importation. Il s'agit là de la concrétisation d'un des grands principes du traité de Rome, l'interdiction des discriminations. Dans le cas d'espèce, les spécialités des autres États membres seront soumises aux mêmes contrôles que les produits nationaux et n'auront donc pas à subir de nouveaux contrôles à l'importation. Cet acquis compense la longue et difficile discussion au sein du Conseil sur la qualification de la personne responsable pour la fabrication.

Une fois l'accord sur les qualifications atteint, les États ont pu se faire mutuellement confiance quant à l'efficacité des contrôles et des inspections auxquels les établissements de production et de commercialisation sont assujettis pour assurer le respect des prescriptions concernant les spécialités tant nationales qu'importées. L'article 22 de la 2^e directive confirme expressément qu'un médicament contrôlé conformément aux dispositions des directives sera dispensé des contrôles lorsqu'il sera importé dans un autre État membre, à condition toutefois qu'il soit accompagné du compte rendu de contrôle signé par la personne qualifiée. Cette suppression des contrôles à l'importation vaut seulement pour les produits qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché sur la base d'une législation nationale qui est en conformité avec les prescriptions de la 2^e directive.

Il a été aussi prévu, pour tenir compte des conventions signées avec des pays tiers en matière de contrôle des médicaments et éviter d'éventuels doubles contrôles que le pays d'importation pourrait renoncer aux contrôles prévus pour les produits en provenance de pays tiers, dans les cas où il est garanti par le pays d'exportation que ces contrôles ont bien été effectués. Cette dispense ne vaut naturellement qu'entre pays liés par de telles conventions.

L'ébauche d'une procédure d'instruction communautaire

Il a déjà été expliqué au chapitre II pourquoi les États membres n'ont généralement pas voulu tirer les conséquences ultimes du rapprochement des législations réalisé par les deux directives dans le domaine pharmaceutique, à savoir la reconnaissance mutuelle des autorisations de mise sur le marché. Il ne faut alors pas s'étonner de constater que la solution finalement retenue porte visiblement les stigmates d'un compromis.

Cette solution comporte l'instauration d'un régime transitoire permettant de recueillir une expérience sur l'application par les États membres des dispositions relatives à la mise sur le marché des spécialités, après transformation de la directive dans le droit national. Sur la base d'une telle expérience, on pourra décider des étapes ultérieures vers une libération plus poussée des échanges des spécialités pharmaceutiques. En même temps on a institué un comité, dit Comité des spécialités pharmaceutiques, composé de fonctionnaires responsables, sur le plan national, pour l'examen des demandes d'autorisation. Ce Comité est chargé d'examiner les questions relatives à l'octroi, la suspension ou le retrait des autorisations de mise sur le marché, notamment dans les cas où l'application de la législation harmonisée a mené à des conclusions opposées.

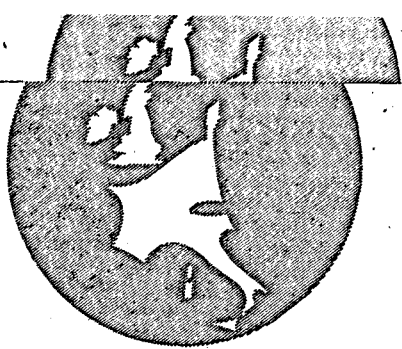
Le fonctionnement de ce Comité doit faciliter l'adoption d'une attitude commune par les États membres en ce qui concerne les autorisations de mise sur le marché en général, et par voie de conséquence, faciliter, pour les fabricants, l'accès au marché des autres États membres, une fois qu'ils ont reçu une première autorisation de mise sur le marché dans un État membre. Bien que l'autonomie des États membres dans la décision d'autorisation ne soit pas atteinte par l'adoption des directives, le fabricant pourra provoquer une certaine concertation préalable entre autorités compétentes en faisant examiner sa demande au sein du Comité avant que ces autorités ne prennent leurs décisions.

La chance de voir son autorisation initiale « reconnue » par les autres États membres est ainsi substantiellement agrandie.

A cette fin, le fabricant qui désire mettre sa nouvelle spécialité sur le marché des autres États membres demande à l'État qui a initialement autorisé son produit de transmettre son dossier au Comité des spécialités pharmaceutiques, qui l'envoie à son tour aux États membres désignés par le fabricant. Cette transmission a la même valeur juridique que l'introduction d'une demande nationale d'autorisation de mise sur le marché. Bien que la décision finale sur l'octroi ou le refus de l'autorisation soit réservée aux États membres en question, la saisine du Comité ne peut pas être considérée comme un faisceau de demandes nationales.

La procédure du Comité est bien une procédure autonome et matériellement différente de la procédure prévue pour la demande d'autorisation nationale. En effet les États doivent apprécier la demande d'autorisation sur la base du dossier que le premier État a joint à la copie de son autorisation et qu'il leur a transmis par l'intermédiaire du Comité. C'est justement dans le cadre de la procédure communautaire que le dossier unique a toute son importance.

Le délai de 120 jours laissé aux États membres pour prendre une décision vis-à-vis de la demande



tive dans une partie importante du Marché Commun ».

En conséquence, une position dominante ne tombe sous l'interdiction de l'article 66 du traité de la CECA que dans la mesure où elle a pour effet de soustraire des entreprises à une concurrence effective. La position dominante incriminée est ainsi liée au concept de la concurrence.

Une règle analogue à celle de l'article 66 du Traité instituant la CECA a été adoptée à l'article 22 de la loi de la République fédérale d'Allemagne du 27 juillet 1957, relative aux restrictions à la concurrence.

L'article 22, paragraphe 1, de la loi allemande du 27 juillet 1957 stipule :

« Dans la mesure où une entreprise n'a pas de concurrents pour une certaine catégorie de marchandises ou de prestations de services commerciaux, ou si cette concurrence est peu importante, elle occupe une position dominante sur le marché, au sens de la présente loi ».

Il résulte du texte précité qu'aux termes de la loi allemande, la position dominante s'entend par rapport à l'état de la concurrence sur un marché déterminé.

Les auteurs du Traité de Rome n'ont suivi, ni l'exemple du Traité de la CECA, ni celui de la loi allemande de 1957.

En effet, l'article 86 du Traité de Rome vise « le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le Marché Commun ou dans une partie substantielle de celui-ci », sans établir aucun rapport entre la position dominante et la concurrence.

Or, le fait d'omettre toute référence à la concurrence n'est certainement pas dû à une omission ou à une inadvertance des rédacteurs du Traité de Rome. Ces derniers connaissaient parfaitement le texte du Traité de la CECA et connaissaient également le texte allemand, élaboré en même temps que le Traité de Rome.

Il faut en conclure que les auteurs de ce traité ont délibérément tenu à supprimer les liens entre le concept de la « position dominante » et celui de la « concurrence ». De tels liens étaient expressément établis, aussi bien dans le traité instituant la CECA, que dans la loi allemande relative aux restrictions à la concurrence, du 27 juillet 1957.

On doit regretter que ni la Commission, ni la Cour européenne, n'aient tiré les conséquences qui se dégagent de la comparaison du libellé de l'article 86 du Traité de Rome avec celui de l'article 66 du traité instituant la CECA ou avec celui de l'article 22 de la loi allemande de 1957.

Par ailleurs, en détachant l'article 86 du concept

de la concurrence, et en ne formulant aucune définition de la « position dominante », les rédacteurs du Traité de Rome ont énoncé une règle vague et ambiguë, sur le sens de laquelle la Commission s'est interrogée pendant huit ans.

Il convient d'ajouter que les principaux problèmes pratiques posés par les positions dominantes concernent les concentrations d'entreprises et l'exercice des droits de propriété industrielle.

Or, l'article 86 du Traité de Rome n'apporte aucune précision, ni sur l'une, ni sur l'autre de ces questions.

Par contre, l'article 66 du traité instituant la CECA régit, de manière détaillée, le problème des concentrations d'entreprises, tandis que la loi allemande de 1957 consacre un article spécial au problème de l'acquisition et de l'utilisation des droits de propriété industrielle (article 20).

A défaut de toute précision dans le texte du Traité, la Commission n'a pas pris position sur le régime juridique des droits de propriété industrielle par rapport à l'article 86. Elle a laissé à la Cour européenne le soin de définir ce régime dans plusieurs affaires d'interprétation préjudicielle du dit article.

En ce qui concerne les concentrations d'entreprises, ce n'est que le 20 juillet 1973 que la Commission a présenté au Conseil une « proposition de règlement du Conseil sur le contrôle des concentrations ». (JOCE n° C 92 du 31 octobre 1973, RMC n° 188, septembre 1975, n° 12).

2. Le droit dérivé. Les références à l'article 86 sont peu nombreuses dans le droit dérivé du Traité.

a) Le Règlement du Conseil n° 17-62 du 6 février 1962, « premier règlement d'application des articles 85 et 86 du Traité » se réfère aux positions dominantes dans ses articles 1, 2, 3, 9, 10, 12, 15 et 16.

L'article 1^{er} du Règlement 17-72 stipule que l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché, au sens de l'article 86 du Traité, est interdite sans qu'une décision préalable soit nécessaire à ce sujet.

L'article 2 donne compétence à la Commission pour délivrer des attestations négatives concernant l'application de l'article 86 du Traité.

L'article 3, paragraphe 1, habilite la Commission à obliger les entreprises intéressées à mettre fin à une infraction à l'article 86.

L'article 9, paragraphe 2, donne à la Commission compétence pour appliquer l'article 86 du Traité, tandis que l'article 10 se réfère aux liaisons entre la Commission et les autorités des États membres

concernant la constatation d'infraction aux dispositions de l'article 86.

L'article 12 du Règlement 17-62 autorise la Commission à procéder à des enquêtes sectorielles et à demander aux entreprises intéressées les renseignements nécessaires à l'application des principes figurant à l'article 86 du Traité, ainsi qu'à leur structure et à leur comportement.

L'article 15 donne compétence à la Commission pour infliger des amendes aux entreprises qui commettent une infraction à l'article 86 du Traité, tandis que l'article 16 l'autorise à infliger des astreintes à ces entreprises.

b) Le *Règlement du Conseil n° 26 du 4 avril 1962* « portant application de certaines règles de concurrence à la production et au commerce des produits agricoles » se réfère entre autres, aux « pratiques visées à l'article 86 du Traité ».

B. — LA PRATIQUE DE LA COMMISSION

3. *Considérations générales sur la pratique de la Commission.* Le caractère vague et imprécis de l'article 86 du Traité était tel qu'il a fallu treize ans à la Commission avant d'arrêter des décisions individuelles en vertu de ce texte. Pendant toute cette période, les autorités de Bruxelles se sont interrogées sur le sens et la portée de l'article 86 en s'entourant d'avis juridiques émis par d'éminents professeurs de différents États membres de la Communauté.

Il est exact qu'à partir de 1965 la Commission a tenu à faire connaître son interprétation de l'article 86, mais six ans devaient encore s'écouler avant qu'elle se décide à appliquer sa manière de voir à des cas individuels.

On peut, par ailleurs, s'étonner du peu d'attention que la doctrine a accordé aux premières prises de position théoriques de la Commission. Peut-être, une réaction plus vigoureuse et précise des juristes aurait-elle épargné à la Commission certains errements.

Dans les développements qui suivent, nous examinerons, en premier lieu, les prises de position théoriques de la Commission, ensuite, les décisions individuelles dans lesquelles celle-ci a fait l'application de l'article 86.

4. *Prises de position théoriques.* Les textes dans lesquels la Commission a fait connaître son interprétation de l'article 86, avant d'arrêter sa première décision individuelle, qui date du 2 juin 1971, sont notamment les suivants :

a) le mémorandum intitulé « *Le Problème de la concentration dans le Marché Commun* », rédigé en 1965 et publié à Bruxelles en 1966 (Communauté Economique Européenne, Collection « Etudes »

Série Concurrence n° 3, document 8182/1/VIII/1966/5) ;

b) le « *Neuvième Rapport général sur l'activité de la Communauté (1^{er} avril 1965 - 31 mars 1966)* », publié par la Commission de la CEE, en juin 1966 (notamment nos 75-77, pp. 90-92) ;

c) le mémorandum de la Commission au Conseil des Communautés européennes intitulé « *La politique industrielle de la Communauté* », publié en 1970 (notamment pp. 157-158).

Après avoir arrêté, en 1971, les deux premières décisions d'application de l'article 86 aux affaires « Gema » et « Continental Can », respectivement, la Commission a réaffirmé sa position théorique dans les documents suivants :

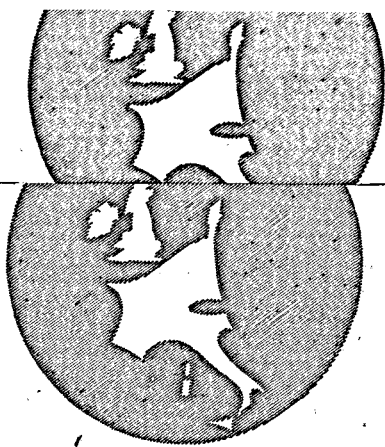
d) le « *Premier rapport sur la politique de concurrence* » (joint au « *Cinquième rapport général sur l'activité des Communautés* »), publié à Bruxelles et Luxembourg, en avril 1972 (notamment pp. 74-82) ;

e) des représentants de la Commission ont, à plusieurs reprises, précisé devant le Parlement européen leur manière de voir concernant l'abus de position dominante (voir notamment, à cet égard, les interventions de M. Sassen, membre de la Commission, au cours des séances des 5 février 1970 (JOCE, Déb. Parl. eur. n° 121, février 1970, pp. 267-273) et 10 mars 1970 (JOCE, Déb. Parl. eur. 123, mars 1970, pp. 33-34) et de M. Borschette, membre de la Commission, au cours des séances des 7 juin 1971 (JOCE, Déb. Parl. eur. n° 139, juin 1971, pp. 20-24 et 30-31) et 12 février 1973 (JOCE, Déb. Parl. eur. n° 158, février 1973) ;

f) la Commission a également précisé son attitude à l'égard de l'article 86 dans son mémoire du 26 février 1971, présenté à la Cour de Justice des Communautés européennes, dans l'affaire 78/70, *Deutsche Gramophon Gesellschaft GmbH c. Metro - SB - Grossmärkte GmbH & Co. K.G.*, ;

g) la « *Proposition de règlement du Conseil sur le contrôle des concentrations* » présentée par la Commission au Conseil le 20 juillet 1973 (JOCE n° C 92 du 31 octobre 1973, v. aussi RMC, n° 188, septembre 1975, n° 12) ;

h) enfin, en ce qui concerne l'interprétation de l'article 66 du Traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Commission a publié, le 30 janvier 1970, une communication intitulée « *Grandes lignes d'une politique de concurrence en matière de structures de l'industrie sidérurgique* » (J.O. des Communautés européennes n° C 12 du 30 janvier 1970). Malgré la diversité des conceptions qui inspirent les articles 66 du Traité de Paris et 86 du Traité de Rome, la communication du 30 janvier 1970 permet de dégager certaines orientations de la Commission concernant les entreprises en position dominante.



décision sont en instance devant la Cour européenne.

5) La décision *General Motors Continental* du 19 décembre 1974 (IV/28851 - *General Motors Continental*; 75/75/CEE), publiée au JOCE n° L 29 du 3 février 1975, pp. 14-25. Un recours contre cette décision est en instance devant la Cour européenne.

A ces cinq décisions, il convient d'ajouter un sixième cas d'abus de position dominante, qui a été résolu, de manière amiable, par un accord entre la Commission et l'entreprise incriminée. Il s'agit de l'affaire EUROFIMA, dont l'essentiel sera résumé ci-après (voir n° 12 *infra* et *Bulletin des Communautés Européennes*, 1973, n° 4, pp. 23-24).

6) La décision *Gesellschaft für musikalische Aufführungs- und mechanische Vervielfältigungsrechte (GEMA)*, du 2 juin 1971 (IV/26760 GEMA, 71/244/CEE), publiée au JOCE n° L 134 du 20 juin 1971 et modifiée par la décision du 6 juillet 1972 (72/268/CEE), publiée au JOCE n° L 166 du 24 juillet 1972. Les circonstances de cette affaire complexe seront résumées ci-après. Elles paraissent d'autant plus intéressantes que la décision GEMA préfigure en quelque sorte deux arrêts de la Cour européenne, des 30 janvier et 21 mars 1974, rendus dans l'affaire *Belgische Radio en Televisie et Société belge des auteurs c. SV. SABAM et NV FONIOR* (voir n° 20 ci-après).

Selon la décision du 2 juin 1971, les faits retenus par la Commission étaient les suivants :

La *Gesellschaft für Musikalische Aufführungs- und Mechanische Vervielfältigungsrechte*, ci-après désignée GEMA, est une association de caractère économique de droit allemand qui s'occupe de la gestion collective des droits de propriété intellectuelle des compositeurs, auteurs et éditeurs d'œuvres musicales. Elle détient à cet égard un monopole de fait dans la République fédérale d'Allemagne.

En tant que gestionnaire collectif, la GEMA conclut des *contrats de cession* avec les auteurs, compositeurs et éditeurs d'œuvres musicales et des *contrats de licence* avec les utilisateurs de musique et notamment avec les producteurs et distributeurs de disques ou de films cinématographiques, avec les organisations de radiodiffusion et de télévision, avec les entreprises se livrant à l'exécution des œuvres musicales, etc.

Les compositeurs, auteurs ou éditeurs qui souhaitent recourir aux services de la GEMA doivent conclure avec celle-ci des contrats par lesquels ils lui cèdent tous leurs droits actuels et futurs, pour une durée de six ans au moins.

Les membres de la GEMA se divisent en trois catégories, à savoir : membres ordinaires, membres extraordinaires et membres adhérents.

Peuvent devenir membres ordinaires ou extraordinaires, les auteurs et compositeurs *ressortissants allemands*.

Les auteurs et compositeurs *étrangers* ne peuvent devenir membres ordinaires ou extraordinaires qu'à condition d'avoir leur *domicile fiscal* en Allemagne.

Les éditeurs de musique ayant leur *siège en Allemagne* peuvent devenir membres ordinaires ou extraordinaires, tandis que les éditeurs ayant leur siège à l'*étranger* ne peuvent devenir que membres adhérents.

Les maisons d'édition dont le siège est en Allemagne mais qui ont des liens économiques ou personnels avec des maisons d'édition étrangères ne peuvent être admises en qualité de membres que dans des cas exceptionnels.

La qualité de membre extraordinaire s'acquiert par la signature du contrat de cession. Toutefois, ce contrat peut stipuler que le cédant n'acquerra pas la qualité de membre extraordinaire, mais seulement celle de membre adhérent.

Les membres adhérents ne sont pas membres, au sens de la législation allemande sur les associations. Les rapports juridiques existant entre eux et la GEMA sont réglés exclusivement par le contrat de cession.

Un membre extraordinaire, auteur ou compositeur de musique, ne peut devenir membre ordinaire qu'à la condition d'avoir reçu de la GEMA en cinq années consécutives, un minimum total de 20 000 DM, avec un minimum annuel de 1 200 DM pendant quatre années consécutives.

Un membre extraordinaire, éditeur de musique, ne peut devenir membre ordinaire qu'à la condition d'avoir reçu en cinq années consécutives, un revenu minimum de 50 000 DM, avec un minimum annuel de 3 000 DM pendant quatre années consécutives.

La qualité de membre ordinaire est acquise par admission. Celle-ci est prononcée par le directoire de la GEMA en accord avec le conseil de surveillance.

L'admission en qualité de membre ordinaire peut être refusée aux candidats qui entretiennent, en tant qu'utilisateurs d'œuvres musicales, certaines relations contractuelles avec une société de droits d'auteur, ainsi qu'aux candidats qui dépendent de ces utilisateurs sur le plan économique.

Les membres ordinaires ou extraordinaires peuvent cesser leur affiliation à la GEMA à la fin de chaque année moyennant un préavis de trois mois.

De même, le conseil de surveillance peut mettre fin à l'affiliation d'un membre ordinaire à la fin de chaque exercice s'il est constaté que ce membre

entretient des relations économiques ou personnelles avec des éditeurs étrangers ou des relations contractuelles, en tant qu'utilisateur d'œuvres musicales avec une société de droits d'auteur ou en cas de dépendance économique vis-à-vis d'utilisateurs d'œuvres musicales.

La cessation de l'affiliation d'un membre ordinaire ou extraordinaire n'affecte pas la validité du contrat de cession des droits d'auteur, qui reste en vigueur jusqu'à son terme.

Dans les assemblées des membres, seuls les membres ordinaires ont droit de vote et sont éligibles. Les membres extraordinaires et les membres adhérents élisent tous les deux ans 15 délégués auxquels est attribué le droit de vote dans l'assemblée des membres mais qui ne sont pas éligibles.

Sont seuls éligibles au conseil de surveillance les membres ordinaires de nationalité allemande qui appartiennent à la GEMA en qualité de membres ordinaires depuis cinq ans au moins.

En plus de la rétribution normale des droits d'auteur cédés à la GEMA, celle-ci effectue à certains de ses membres des versements supplémentaires au titre de la « procédure de cotation ».

Les versements de la « procédure de cotation » ne sont attribués qu'aux membres ordinaires ayant acquis cette qualité depuis trois ans au moins et ayant cédé à la GEMA leurs droits pour le monde entier.

Les paiements effectués dans le cadre de la « procédure de cotation » sont déterminés en fonction de la durée de l'affiliation et du revenu moyen des trois dernières années.

Lorsqu'un membre a atteint un certain niveau dans la cotation il reste classé à ce niveau, même s'il ne remplit plus les conditions requises.

Il peut être fait appel des décisions du Comité de cotation devant le conseil de surveillance dont la décision est définitive et exclut tout recours judiciaire.

Les compositeurs et auteurs, membres ordinaires depuis vingt ans, reçoivent des allocations supplémentaires.

Aux termes du contrat-type de cession, l'ayant-droit cède à la GEMA à titre exclusif, pour le monde entier, tous les droits qu'il détient actuellement et tous les droits qu'il acquerra pendant la durée du contrat sur des œuvres musicales.

Sur les redevances encaissées pour les licences de reproduction mécanique, la GEMA touche, à titre de frais généraux, jusqu'à 25 %.

Les contrats de cession sont conclus pour six ans. S'ils ne sont pas dénoncés un an avant leur

expiration, ils sont tacitement reconduits pour des périodes successives de six ans.

A la cessation des contrats, les ayants-droit recouvrent leurs droits. Toutefois, les utilisateurs d'œuvres musicales qui ont conclu auparavant des contrats à long terme avec la GEMA conservent le droit de faire exécuter les œuvres en question pendant toute la durée de leurs contrats, même au-delà de la date d'expiration de la cession.

La GEMA a créé une Caisse sociale qui fournit des prestations à ses membres, à leur veuve et à leurs orphelins, soit à la limite d'âge, soit en cas de maladie, d'accident ou autres cas de nécessité ou encore en cas de décès.

L'attribution de l'aide permanente aux membres ayant atteint la limite d'âge est subordonnée à la condition d'avoir été affilié sans interruption, en qualité de membre ordinaire, pendant vingt ans et d'avoir reçu de la GEMA un certain revenu moyen minimum pendant dix ans. L'intéressé doit en outre apporter la preuve d'un état nécessitant.

La cessation de la qualité de membre de la GEMA entraîne la cessation de tout versement par la Caisse sociale.

Toutes les prestations de la Caisse sociale sont bénévoles et révocables et ne constituent pas des droits acquis.

Le contrat - type conclu par la GEMA avec les producteurs de disques allemands stipule qu'en principe, ces producteurs doivent payer les redevances intégrales pour les disques sur lesquels figurent des œuvres du répertoire de la GEMA même si celles-ci ne constituent qu'une partie de l'enregistrement.

A titre d'exception, si la partie protégée du disque a une durée inférieure à un tiers de la durée totale de l'enregistrement, la GEMA réclame un tiers de la redevance.

Si des commerçants allemands indépendants importent en Allemagne, en provenance d'autres États membres de la CEE des disques qui y avaient été exportés à partir de l'Allemagne ou qui y ont été fabriqués, la GEMA exige un droit de licence calculé sur le prix de vente final du disque. Cette redevance est de 4 % pour les disques imprimés sur une seule face et de 8 % pour les disques enregistrés sur les deux faces.

La détermination du prix de vente final est faite non pas sur les prix libres auxquels les disques sont offerts aux consommateurs, mais sur les prix imposés pratiqués en Allemagne par les fabricants de disques.

Les disques importés par les commerçants indépendants sont grevés de la redevance susmentionnée, alors même que le fabricant aurait déjà versé

nalité d'un autre État membre.

7) Les dispositions des statuts et du contrat de cession qui refusent aux membres de la GEMA les libertés suivantes :

a) La liberté de céder à une autre société de droits d'auteur tout ou partie de leurs droits pour les pays, dans lesquels la GEMA n'exerce pas d'activité directe.

b) La liberté de ne pas céder à la GEMA la totalité de leurs droits pour les pays dans lesquels la GEMA exerce une activité directe, mais de répartir ces droits, par catégories, entre plusieurs sociétés de droits d'auteur.

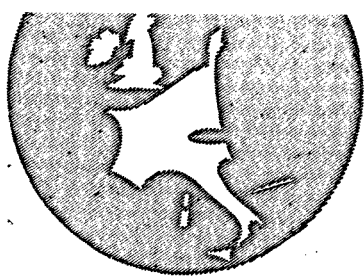
c) La liberté de retirer à la GEMA la gestion de

cette Caisse s'éteint en cas de cessation de l'affiliation.

La décision constate également que les pratiques suivantes de la GEMA constituent des infractions à l'article 86 :

1) L'extension contractuelle des droits d'auteurs à des œuvres musicales dont le délai de protection est expiré ou qui n'appartiennent pas au répertoire de la GEMA.

2) L'imposition d'un droit de licence sur les supports de son importés ou réimportés en Allemagne par des commerçants lorsque ces supports ont déjà acquitté un droit de licence dans un État membre de la CEE y compris l'Allemagne. De l'avis de la Commission, la GEMA pourrait tout au plus



une redevance à la société de droits d'auteur de son siège.

En ce qui concerne les disques importés ou réimportés en Allemagne par des fabricants de disques, la GEMA reconnaît valable pour l'Allemagne la concession des droits d'auteur accordée par des sociétés de droits d'auteur exerçant leurs activités dans d'autres pays. Ces disques ne supportent donc qu'une seule fois le droit de licence.

Par contre, sur les disques importés ou réimportés en Allemagne par les commerçants indépen-

ment obligé de recourir aux services de la GEMA, la gestion individuelle des droits d'auteur étant matériellement très difficile, sinon impossible, dans la plupart des cas, sauf en ce qui concerne les relations avec les organismes de radiodiffusion ou les fabricants de disques.

La GEMA et les sociétés de droits d'auteur établies dans les différents États de la CEE ont conclu des accords d'exclusivité réciproque.

Un compositeur, auteur ou éditeur de musique établi en Allemagne pourrait céder ses droits pour



exiger des commerçants la différence entre le droit de licence usuel applicable en Allemagne et le droit déjà payé dans un autre pays. Le calcul devrait être basé sur le prix moyen de vente aux consommateurs.

3) L'imposition d'une redevance plus élevée sur les magnétophones et magnétoscopes importés en Allemagne que sur ceux fabriqués dans ce dernier pays.

Comme conclusion des constatations qui précèdent, la décision a fait obligation à la GEMA de mettre fin immédiatement aux infractions constatées et de prendre, dans les six mois suivant sa notification, les mesures nécessaires pour modifier les dispositions critiquées.

A la suite de la décision du 21 juin 1971, la GEMA a demandé à la Commission d'être autorisée à porter à trois années la durée minimale d'affiliation, en élargissant la liberté pour ses adhérents de scinder les diverses formes d'exercice des droits d'auteur pour permettre auxdits adhérents d'en disposer séparément.

La Commission a accueilli favorablement la demande de la GEMA et, aux termes de sa décision du 6 juillet 1972 (IV/26760 - GEMA, 72/268/CEE, JOCE n° L 166 du 24 juillet 1972), elle a complété sa décision antérieure, du 2 juin 1971, en autorisant la société allemande de droits d'auteurs à offrir à ses membres, en vertu des statuts modifiés, le choix entre la formule antérieurement proposée par la Commission (sept catégories de formes d'utilisation avec le droit de retirer à la GEMA l'administration de certaines catégories, à la fin de chaque année) et une formule alternative prévoyant une durée minimale d'affiliation de trois ans, avec une liberté plus grande de scinder les diverses formes d'utilisation des droits cédés.

Après les nouvelles dispositions assouplies prises par la Commission, la GEMA a renoncé à se pourvoir devant la Cour européenne contre la décision du 2 juin 1971 et a mis fin à ses comportements jugés contraires à l'article 86 par ladite décision, telle que complétée le 24 juillet 1972.

7. Les affaires SACEM et SABAM. Après son intervention dans l'affaire GEMA, la Commission a également engagé des procédures, sur la base de l'article 86 du Traité, contre la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM), de Paris, et contre la Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs (SABAM), de Bruxelles (voir Commission des Communautés européennes, *Quatrième Rapport sur la politique de la concurrence*, Bruxelles-Luxembourg, avril 1975, n° 112-113, pp. 76-77).

Comme la GEMA, la SACEM et la SABAM avaient

également mis en œuvre des réglementations statutaires et contractuelles prévoyant :

a) une discrimination à l'encontre des ressortissants d'autres États membres ;

b) une monopolisation de tous les droits d'auteur des adhérents, pour tous les pays ;

c) un engagement de durée trop longue des membres à l'égard de la société (cinquante ans dans le cas de la SACEM) ;

d) des entraves à la création d'un marché commun unifié en matière d'édition musicale.

A la communication des griefs par la Commission, la SACEM et la SABAM ont cessé toute discrimination à l'encontre des ressortissants d'autres États membres et ont pris l'engagement de modifier leurs statuts et règlements, de manière à laisser à leurs membres une plus grande liberté, tant en ce qui concerne les formes d'exercice des droits d'auteurs, qu'en ce qui concerne le choix de la société à laquelle ces droits sont cédés.

En conséquence, la Commission a clos les procédures qu'elle avait engagées contre les sociétés française et belge.

8. La décision *Continental Can Company* du 9 décembre 1971 (IV/26811 - *Continental Can Company* ; 72/21/CEE-JOCE n° L 7 du 8 janvier 1972, pp. 25-39). Comme cette décision a fait l'objet d'un recours et a été annulée par l'arrêt de la Cour européenne du 21 février 1973 (affaire 6-72) sa prise de position au sujet de l'abus de position dominante sera examinée à l'occasion de l'analyse du dit arrêt (voir n° 19 *infra*).

9. La décision *Laboratorio Chimico Farmaceutico Giorgio Zoja S. p. A. - Commercial Solvents Corporation et Istituto Chemioterapico Italiano* du 14 décembre 1972 (IV/26911 - *Zoja/CSC - ICI* ; 72/457/CEE - JOCE n° L 299 du 31 décembre 1972, pp. 51-58). Cette décision a été frappée d'un recours, qui a été rejeté par l'arrêt de la Cour européenne du 6 mars 1974 (affaires jointes 6 et 7-73). La position prise par la Commission à l'égard de l'abus de position a été confirmée et renforcée par la Cour. Elle sera examinée à l'occasion de l'étude de l'arrêt du 6 mars 1974 (voir n° 21 *infra*).

10. La décision *Industrie européenne du sucre* du 2 janvier 1973 (IV/26918 - *Industrie européenne du sucre* ; 73/109/CEE - JOCE n° L 140 du 26 mai 1973, p. 17-48). Seize des entreprises auxquelles des amendes ont été infligées en vertu de cette décision ont introduit des recours devant la Cour européenne. Les requérantes ont été entendues en leurs plaidoiries, monsieur l'avocat général Henri Mayras a présenté ses conclusions, les 16 et 17 juin 1975, et le prononcé de l'arrêt de la Cour est imminent. Comme le contenu de l'arrêt n'est pas connu

au moment de la rédaction du présent article, l'abus de position dominante sera examiné ci-après selon la décision de la Commission du 2 janvier 1973. Il convient de rappeler que sur les 22 entreprises incriminées par la Commission d'infractions aux articles 85, paragraphe 1, et 86 du Traité, quatre entreprises seulement se sont vues imputer des abus de position dominante. Ce sont la Raffinerie tirlémontoise (RT), Suiker Unie (SU), Centrale Suiker Maatschappij (CSM) et Südzucker Verkaufs GmbH (SZV).

La décision du 2 janvier 1973 indique les éléments constitutifs de la position dominante de chacune des quatre entreprises susmentionnées.

a) En ce qui concerne la Raffinerie tirlémontoise, sa position dominante sur les marchés du sucre belge et luxembourgeois résulte de l'importance de la part qu'elle détient de ces marchés (85 %), ainsi que de la possibilité dont elle jouit d'avoir un comportement indépendant qui la met en mesure d'agir sans tenir compte de l'activité de ses concurrents. Grâce à sa forte position sur les marchés belge et luxembourgeois, la RT exerce aussi une influence sur certains autres producteurs belges (Naveau, Couplet, Doustiennes), qui suivent, par principe, la politique de vente de la RT vis-à-vis des négociants belges. La position dominante de la RT est encore renforcée d'une part, par le fait que cette entreprise exerce également une certaine influence sur les marchés sucriers d'autres États membres et, en particulier de la France, en raison de ses participations financières dans les entreprises Say et Raffinerie d'Erstein et de ses liens financiers avec certains grands producteurs européens de sucre, et, d'autre part par ses connaissances et réalisations techniques avancées.

b) Suiker Unie et Centrale Suiker Maatschappij détiennent une position dominante du fait que ces deux entreprises produisent la totalité du sucre néerlandais et que leurs ventes représentent plus de 85 % du marché néerlandais. Elles ont la possibilité d'avoir un comportement indépendant qui les met en mesure d'agir sans tenir notablement compte de leurs concurrents. Leur position dominante est encore renforcée par le fait qu'elles contrôlent par divers moyens, directs ou indirects, la presque totalité du sucre importé aux Pays-Bas.

Par ailleurs, SU et CSM coopèrent étroitement dans la presque totalité de leurs activités, c'est-à-dire la réception en commun de la matière première, le contingentement de la production, l'emploi des sous-produits, la recherche pour la prospection des marchés, la publicité et la promotion des ventes, l'uniformisation des prix « départ usine » et des conditions de vente. En conséquence, à l'égard des autres entreprises et notamment à l'égard des trois principaux négociants, SU et CSM ont un comporte-

ment uniforme et se manifestent en tant qu'entité unique.

c) Südzucker Verkaufs GmbH est une organisation de vente qui vend la quasi-totalité du sucre produit par les fabricants de la partie méridionale de l'Allemagne, lesquels sont ses membres. Elle fixe elle-même les prix et la politique de vente. Dans la mesure où les membres de la SZV vendent à titre individuel, ils ont recours aux mêmes intermédiaires. La part du marché de la SZV doit être évaluée à au moins 90 à 95 % du marché de l'Allemagne méridionale, ce qui lui donne la possibilité d'avoir un comportement indépendant et la met en mesure d'agir sans tenir notablement compte de l'activité de ses concurrents.

Après avoir ainsi établi la position dominante de chacune des quatre entreprises précitées sur un marché constituant une partie substantielle du Marché commun, la décision du 2 janvier 1973 incrimine ces entreprises d'avoir exploité de façon abusive leur position dominante.

Pour la Raffinerie tirlémontoise l'exploitation abusive a consisté dans le fait d'avoir exercé des pressions économiques sur les exportateurs belges pour les obliger à limiter leurs exportations.

La Suiker Unie et la Centrale Suiker Maatschappij se voient imputer des pressions économiques exercées sur les importateurs néerlandais pour les obliger à limiter leurs importations.

Enfin, la Südzucker Verkaufs GmbH aurait exploité de façon abusive sa position dominante en empêchant ses intermédiaires de revendre du sucre d'autres provenances et en liant ses clients par l'octroi de remises de fidélité.

Il est permis de se demander si les faits retenus par la Commission comme constitutifs d'exploitation abusive de position dominante ont été correctement qualifiés dans chacune des situations susmentionnées.

Ainsi, dans le cas des deux producteurs néerlandais (SU et CSM) les « pressions économiques » exercées sur les exportateurs se sont traduites par la conclusion d'un accord limitant la liberté commerciale de ces derniers. Il s'agirait d'une infraction à l'article 85, paragraphe 1, du Traité, plutôt que d'une violation à l'article 86. De même, dans le cas de la SZV, les remises de fidélité sont des clauses contractuelles limitant la liberté commerciale des bénéficiaires. De telles clauses paraissent susceptibles de tomber sous le coup de l'article 85, paragraphe 1, du Traité, indépendamment de la position dominante du fournisseur.

11. La décision General Motors Continental du 19 décembre 1974 (IV/28851 - General Motors Continental ; 75/75/CEE - JOCE n° L 29 du 3 février 1975, pp. 14-25). Les faits de l'affaire sont les sui-

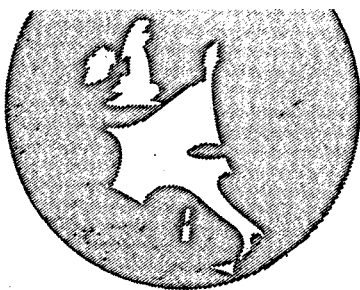
525

intervenue contre un abus de position dominante exercé, non pas par des producteurs, mais par des acheteurs. L'abus n'était donc pas du côté de l'offre, mais de celui de la demande.

Ce cas rare a été rendu possible par le fait que certains acheteurs se sont groupés de manière à détenir un monopole de fait sur un marché.

Il s'agissait des entreprises de chemins de fer qui effectuent leurs commandes et leurs achats par l'entremise d'un organisme commun dénommé « EUROFIMA ». Les industries qui fabriquent du

concernant l'application de l'article 86 du Traité. La liste de ces arrêts fait l'objet du tableau joint à la présente étude. Le tableau permet de constater que la Cour européenne a été appelée à se prononcer sur l'interprétation de l'article 86, dès le 13 juillet 1966, c'est-à-dire plusieurs années avant la Commission, dont la première décision individuelle, en matière d'abus de position dominante, ne date que du 2 juin 1971 (voir n° 5 supra). Il est vrai que plusieurs des arrêts figurant au tableau ne se sont référés à l'article 86 que de manière fugitive.



vants. En vertu de la réglementation belge chaque type de châssis de véhicule autoportant, construit ou assemblé en Belgique ou importé, doit être agréé par le ministre des Communications (agrée-

Europe, la GMC réclame 1 250 FB, tandis que pour les voitures construites aux Etats-Unis, la somme réclamée varie de 5 300 à 30 000 FB.

Le 3 août 1973, la GMC a remboursé une partie



Jusqu'à la fin de l'année 1974, la Cour a rendu dix arrêts concernant, de manière principale ou accessoire, l'abus de position dominante. Quatre de ces arrêts ont été rendus sur recours (nos 1, 2, 6 et 8 du tableau), tandis que six ont été rendus sur demandes d'interprétation préjudicielle (nos 3, 4, 5, 7, 9, 10).

14. *L'arrêt du 13 juillet 1966, affaires jointes 56 et 58-64, Consten et Grundig c. Commission CEE (Rec. XII, 1964, 429).* Les faits et certains points de droit de cette affaire ont déjà été évoqués dans les troisième, quatrième et cinquième articles de cette série d'études (voir RMC n° 186, juin 1975, pp. 278-279, RMC n° 187, juillet-août 1975, pp. 355-356 et RMC n° 188, septembre 1975, pp. 397-400). Si l'arrêt du 13 juillet 1966 est, de nouveau, mentionné ici c'est à cause du fait qu'il se réfère, de manière accessoire, à l'interprétation de l'article 86 du Traité.

En effet, le gouvernement de la République italienne, intervenant au procès, avait soutenu que l'article 85, paragraphe 1, ne concernait pas les contrats de concession exclusive de vente, qui ne constitueraient pas des « accords entre entreprises », les parties n'étant pas sur un pied d'égalité. Le producteur ne ferait que transférer au concessionnaire, certains pouvoirs en vue de l'écoulement de ses produits. Les concessionnaires joueraient le même rôle que les employés ou représentants de commerce du concédant.

A l'égard des *contrats d'exclusivité, la liberté de la concurrence ne pourrait être sauvegardée qu'en vertu de l'article 86 du traité*, s'il apparaissait que le producteur, à l'aide de son organisation, exploitait d'une façon abusive une position dominante.

A cette argumentation, la Cour a répondu par une interprétation littérale du libellé des articles 85 et 86 en formulant les attendus suivants :

« attendu que ni le libellé de l'article 85, ni celui de l'article 86, ne permettent de baser une telle spécialisation de l'un et l'autre de ces articles en fonction de la place des contractants dans les stades économiques ;

« que l'article 85, se référant de façon générale à tous les accords qui faussent la concurrence à l'intérieur du Marché commun, n'établit aucune distinction entre ces accords, selon qu'ils sont passés entre opérateurs et concurrents au même stade ou entre opérateurs non concurrents situés à des stades différents ;

« qu'on ne saurait, en principe, distinguer là où le traité ne distingue pas ».

15. *L'arrêt du 13 juillet 1966, affaire 32-65, gouvernement de la République italienne c. Conseil de la CEE et Commission de la CEE (Rec. XII, 1964,*

563). Les faits de cette affaire ont déjà été exposés dans le cinquième article de cette série d'études (voir RMC n° 188, septembre 1975, pp. 399-400). L'arrêt est mentionné ici dans la mesure où il concerne l'interprétation de l'article 86.

Ainsi qu'il vient d'être précisé, il s'agit d'un recours en annulation introduit par le gouvernement italien contre le règlement du Conseil du 2 mars 1965 autorisant la Commission à accorder l'exemption de l'article 85, paragraphe 3, à certaines catégories d'accords.

En ce qui concerne l'applicabilité des articles 85 et 86 aux contrats de concession exclusive de vente, le gouvernement italien a présenté des conclusions similaires à celles présentées dans l'affaire Grundig (voir n° 14 *supra*), et la Cour a répondu par des attendus analogues :

« attendu que ni le libellé de l'article 85, ni celui de l'article 86, ne permettent de baser une telle spécialisation de l'un et l'autre de ces articles en fonction de la place des entreprises dans les stades économiques ;

« qu'il est donc possible que, sans entraîner un abus de position dominante, un accord entre opérateurs économiques situés à des stades différents, soit susceptible d'affecter le commerce entre États membres et, simultanément, ait pour but ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence, tombant ainsi sous l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1 ;

« que chacun des articles 85 et 86, répondant ainsi à des objectifs propres, est indifféremment applicable à divers types d'accords, dès lors que sont réunies les conditions spéciales de l'un ou l'autre de ces articles ».

16. *L'arrêt du 29 février 1968, affaire 24-67, Parke, Davis and Co. c. Probel, Reese, Beintema - Interpharm et Centrafarm (Rec. XIV, 1968, p. 81).* Cet arrêt a été examiné de manière détaillée dans le cinquième article de cette série d'études (voir RMC n° 187, juillet-août 1975, pp. 350-352).

Rappelons ici que la Cour de Luxembourg a répondu de la manière suivante aux questions de la Cour de La Haye, dans la mesure où ces questions concernaient l'interprétation de l'article 86 :

1) Les droits accordés par un État membre au titulaire d'un brevet d'invention ne sont pas affectés dans leur existence par l'interdiction de l'article 86 du traité.

2) L'exercice de ces droits ne saurait lui-même relever... de l'article 86, en l'absence de toute exploitation abusive de position dominante.

3) La supériorité du prix de vente du produit breveté sur celui du produit non breveté prove-

nant d'un autre État membre n'est pas nécessairement constitutive d'abus.

Les attendus de l'arrêt explicitent, de la manière suivante son dispositif :

« ... l'existence du droit de brevet ne relevant actuellement que de la législation interne, seul son usage pourrait relever du droit communautaire au cas où cet usage contribuerait à une position dominante dont l'exploitation abusive serait susceptible d'affecter le commerce entre États membres ».

Du raisonnement de l'arrêt Parke, Davis and Co on peut déduire qu'il n'y a pas position dominante :

a) lorsque le produit breveté est en concurrence avec d'autres produits ayant le même effet et la même destination ;

b) lorsqu'un brevet de procédé aboutit à la fabrication d'un produit qui peut être fabriqué selon plusieurs procédés différents ;

c) lorsque plusieurs licenciés se trouvent en concurrence sur le marché.

17. L'arrêt du 18 février 1971, affaire 40-70, *Sirena S.r.l. c. Eda S.r.l. et autres* (Rec. XVII, 1971, 69). L'arrêt a déjà été analysé, dans le cinquième article de la présente série d'études (voir RMC n° 187, juillet-août 1975, pp. 356-357).

Devant la Cour européenne, il a été soutenu que le titulaire d'une marque jouirait, par définition, d'une position dominante, à l'égard de son produit, revêtu de la marque. Il exploiterait de façon abusive cette position lorsqu'il utiliserait la protection à des fins incompatibles avec la fonction de la marque.

La Cour n'a pas accepté cette manière de voir. En ce qui concerne l'article 86, elle a posé, dans ses attendus les principes suivants :

« le titulaire d'une marque ne jouit pas d'une « position dominante » au sens de l'article 86 du seul fait qu'il est en mesure d'interdire à des tiers d'écouler, sur le territoire d'un État membre, des produits portant la même marque ;

« cet article exigeant que la position par lui visée s'étende pour le moins à une « partie substantielle » du Marché commun, il faut, en outre, que ledit titulaire ait le pouvoir de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur une partie importante du marché à prendre en considération, compte tenu, notamment, de l'existence éventuelle, et de la position, de producteurs ou distributeurs écoulant des marchandises similaires ou substituables ».

En ce qui concerne l'exploitation abusive, la Cour déclare :

« Si le niveau du prix ne suffit pas nécessairement à révéler un tel abus, il peut, cependant, par

son importance, en l'absence de justifications objectives, constituer un indice déterminant ».

Les attendus précités sont reproduits presque textuellement, mais de manière un peu plus succincte, dans le dispositif de l'arrêt :

« Le titulaire d'une marque ne jouit pas d'une position dominante au sens de l'article 86 du traité du seul fait qu'il est en mesure d'interdire à des tiers d'écouler, sur le territoire d'un État membre, des produits portant la même marque. Il faut en outre qu'il ait le pouvoir de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur une partie importante du marché à prendre en considération.

« Si le niveau du prix d'un produit ne suffit pas nécessairement à révéler l'abus d'une position dominante au sens dudit article, il peut cependant, par son importance, en l'absence de justifications objectives, constituer un indice déterminant ».

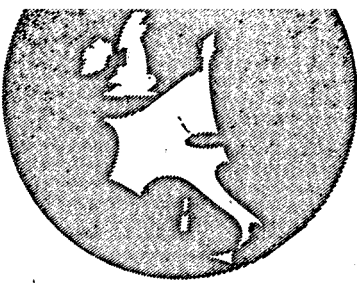
Il résulte de l'arrêt *Sirena* que la « position dominante » ne peut être établie au niveau d'une marque. Il doit l'être au niveau du marché à prendre en considération, qui comprend toutes les marchandises similaires ou substituables écoules sur ce marché par d'autres producteurs ou distributeurs.

18. L'arrêt du 8 juin 1971, affaire 78-70, *Deutsche Gramophon GmbH c. Metro-SB - Grossmärkte GmbH und Co KG* (Rec. XVII, 1971, 487). Les faits de l'affaire et certains des attendus de l'arrêt ont été indiqués dans les troisième et quatrième articles de cette série d'études (voir RMC n° 186, juin 1975, pp. 277-278 et 187, juillet-août 1975, pp. 363-364).

Sous l'angle de l'article 86 du traité, il convient de citer ici le deuxième paragraphe du dispositif qui répond de la manière suivante aux questions du Hanseatisches Oberlandesgericht de Hambourg :

« Un fabricant de supports de son, titulaire d'un droit exclusif de distribution découlant d'une législation nationale, ne jouit pas d'une position dominante au sens de l'article 86 du traité du seul fait qu'il exerce ce droit. Il en est autrement lorsque, vu les circonstances de l'espèce, il peut faire obstacle à une concurrence effective sur une partie importante du marché à prendre en considération ».

« Si l'écart entre le prix imposé et le prix du produit réimporté d'un autre État membre ne révèle pas nécessairement un abus de position dominante, il peut cependant, en raison de son importance et en l'absence de justifications objectives, constituer un indice déterminant dudit abus ».



Le dispositif de l'arrêt est précisé par les attendus suivants :

« ... cet article (l'article 86) exigeant que la position par lui visée s'étende à une « partie substantielle » du Marché commun, il faut en outre que le fabricant ait seul ou conjointement avec d'autres entreprises relevant du même groupe, la possibilité de faire obstacle à une concurrence effective sur une partie importante du marché à prendre en considération, compte tenu notamment de l'existence éventuelle de producteurs écoulant des produits similaires et de leur position sur le marché ;

« ... au cas où les interprètes des enregistrements seraient liés au fabricant par des contrats d'exclusivité, il y a lieu de considérer, entre autre, la préférence qui leur est accordée sur le marché, la durée et la portée des engagements stipulés, ainsi que les possibilités dont les autres fabricants de supports de son disposent, pour obtenir des prestations comparables en matière d'interprétation ».

Les attendus précités de l'arrêt *Deutsche Gramophon* paraissent apporter une réponse à une question susceptible de se poser au sujet de l'interprétation de l'article 86, qui ne semble pas avoir spécialement retenu l'attention des commentateurs. En effet, cet article incrimine « le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le Marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci ».

On pouvait se demander comment plusieurs entreprises pouvaient commettre un abus de position dominante, sans qu'il y ait entre elles un accord ou une pratique concertée pour agir conjointement. Or l'existence d'un accord ou d'une pratique concertée aurait déplacé l'incrimination de l'article 86 à l'article 85, paragraphe 1 du traité.

L'arrêt *Deutsche Gramophon* apporte une réponse satisfaisante à cette question. En effet, lorsque l'article 86 se réfère à « plusieurs entreprises », on doit entendre « entreprises relevant du même groupe », c'est-à-dire entreprises auxquelles les dispositions de l'article 85, paragraphe 1, sont inapplicables (voir RMC n° 188, septembre 1975, pp. 410-411).

19. L'arrêt du 21 février 1973, affaire 6-72, *Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c. Commission des Communautés européennes* (Rec. 1973, 215). Les faits de cette retentissante affaire ont été exposés dans le cinquième article de cette série d'études (voir RMC n° 188, septembre 1975, pp. 415-416).

On sait que, par l'arrêt du 21 février 1973, la Cour a annulé la décision de la Commission du 9 décembre 1971, laquelle avait ordonné à Continental Can Company de mettre fin à une prétendue infraction à l'article 86 du traité, consistant dans

l'acquisition, par l'intermédiaire de sa filiale Europemballage Corporation, d'une participation largement majoritaire dans le capital de la société néerlandaise Thomassen et Drijver - Verblifa N.V. (TDV), de Deventer (Pays-Bas). En effet, Continental Can Corporation détenait déjà, par sa filiale allemande Schmalbach - Lubeca Werke (SLW), de Brunswick, une « position dominante », dans une partie substantielle du Marché commun, sur le marché des emballages légers pour conserves de viande, de charcuterie, de poissons et de crustacés, ainsi que sur le marché des couvercles métalliques pour bocaux en verre. La société néerlandaise TDV était, elle-même, le premier producteur d'emballages métalliques du Benelux. La Commission avait estimé que, par l'acquisition de cette société, Continental Can éliminerait pratiquement la concurrence pour les produits d'emballages précités dans une partie substantielle du Marché commun comprenant la quasi-totalité du territoire formé par les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, le Nord et le Centre de la République fédérale d'Allemagne.

Dans son arrêt du 21 février 1973, la Cour européenne déclare que la Commission n'a pas procédé à une délimitation suffisamment précise du « marché à prendre en considération » pour démontrer la position dominante de SLW.

En effet, la Commission a considéré séparément les trois marchés suivants :

- a) le marché des emballages légers destinés aux conserves de produits carnés ;
- b) le marché des emballages légers destinés aux produits de la pêche ;
- c) le marché des bouchages métalliques, autres que les bouchons-couronnes, destinés à l'industrie des conserves.

Tous ces trois marchés seraient dominés par la SLW.

Or, dans son arrêt précité, la Cour européenne a estimé que la Commission a omis de préciser par quelles particularités ces trois marchés se distinguent l'un de l'autre, pour être considérés séparément. La Commission a également omis d'indiquer par quelles particularités ces trois marchés se distinguent du marché général des emballages métalliques légers, notamment en ce qui concerne les emballages légers pour conserves de fruits et légumes, lait condensé, huile d'olive, jus de fruits et produits technico-chimiques.

A cet égard, l'arrêt a posé un important principe concernant la délimitation du marché des produits à prendre en considération :

« pour pouvoir être considérés comme constituant un *marché distinct*, les produits en cause doivent s'*individualiser* non seulement par le simple fait de leur utilisation pour l'emballage de

certaines produits, *mais encore* par des *caractéristiques particulières de production* qui les rendent *spécifiquement aptes à cette destination* ».

Pour les motifs ci-dessus indiqués, la Cour a jugé que la décision attaquée n'a pas établi à suffisance de droit *les faits et appréciations* sur lesquelles elle était fondée et a annulé cette décision.

A première vue, la manière dont s'est déroulée la procédure et la solution adoptée par la Cour peuvent paraître surprenantes. Il convient, en effet, de rappeler que la décision attaquée n'avait infligé aux requérantes ni amendes, ni astreintes. Dans ces conditions elle n'était pas susceptible d'un recours de pleine juridiction, mais seulement d'un recours en annulation, pour l'un des quatre motifs limitativement énumérés à l'article 173 du Traité (incompétence, violation des formes substantielles, violation du Traité ou détournement de pouvoir).

La Cour ne semble pas avoir enfermé le débat dans les limites des quatre motifs, mais a annulé la décision de la Commission pour des questions de pur fait et d'appréciation.

Par ailleurs, l'arrêt du 21 février 1973 s'est livré à une analyse juridique poussée des notions de « position dominante » et de « exploiter de façon abusive ». Les éléments essentiels de cette analyse seront indiqués ci-après.

En ce qui concerne le concept de la « *position dominante* », les points de vue de la Commission et de la Cour ne sont pas entièrement identiques. Les différences de nuances résultent de la comparaison des textes :

Décision de la Commission du 9 décembre 1971

« Considérant que des entreprises sont en *position dominante* lorsqu'elles ont une *possibilité de comportements indépendants* qui les met en mesure d'agir sans tenir notablement compte des concurrents, des acheteurs ou des fournisseurs ; qu'il en est ainsi lorsque, en raison de leur *part de marché*, ou de leur *part de marché en liaison* notamment avec la *disposition de connaissances techniques*, de *matières premières* ou de *capitaux*, elles ont la possibilité de déterminer les prix ou de *contrôler la production ou la distribution* pour une partie significative des produits en cause ; que cette possibilité ne doit pas nécessairement découler d'une domination absolue permettant aux entreprises qui la détiennent d'éliminer toute volonté de la part de leurs partenaires économiques, mais qu'il suffit qu'elle soit assez forte dans l'ensemble pour assurer à ces entreprises une indépendance globale de comportement, même s'il existe des différences d'intensité de leur influence sur les différents marchés partiels ».

Arrêt de la Cour du 21 février 1973

« Attendu que l'article 86 relève du chapitre consacré aux règles communes définissant la politique de la Communauté dans le domaine de la concurrence ;

« que cette politique découle de l'article 3, lettre f, du Traité, prévoyant que l'action de la Communauté comporte l'établissement d'un régime assurant que *la concurrence n'est pas faussée* dans le Marché commun ;

« Attendu qu'en prévoyant l'établissement d'un régime assurant que *la concurrence n'est pas faussée* dans le Marché commun, l'article 3, lettre f exige à plus forte raison, que *la concurrence ne soit pas éliminée* ;

« qu'en l'absence de dispositions expresses, on ne saurait supposer que le Traité, qui par l'article 85 a interdit certaines décisions de simples associations d'entreprises altérant la concurrence sans la supprimer, admettrait cependant comme licite, à l'article 86, que des entreprises, après avoir réalisé une unité organique, puissent atteindre une puissance dominante telle que toute chance sérieuse de concurrence serait substantiellement écartée ».

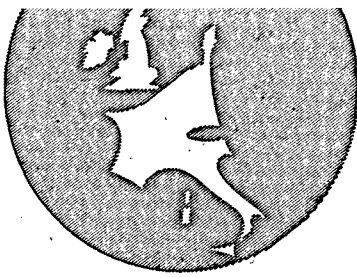
Il résulte de l'examen comparé des deux textes que, pour la Commission, la *position dominante* consiste essentiellement dans la possibilité pour une entreprise d'avoir un comportement indépendant, qui la mette en mesure d'agir sans tenir notablement compte des concurrents, des acheteurs et des fournisseurs. Cette conception marque une évolution significative par rapport au memorandum de 1965 (voir n° 4 *supra*). Tandis que ce dernier document mettait l'accent sur la faculté d'influer sur le comportement et sur les décisions économiques d'autres entreprises, la décision de 1971 est fondée sur la possibilité de l'entreprise dominante d'avoir elle-même un comportement indépendant.

Quant au point de vue juridique de la Cour, il s'insère dans une perspective différente, qui est celle du traité de la OEEC et de la loi allemande de 1957. Pour la Cour, une entreprise détient une position dominante lorsqu'elle atteint une puissance qui lui permet d'écarter substantiellement toute chance sérieuse de concurrence.

En ce qui concerne le concept de l'*exploitation abusive* et son interprétation extensive, les points de vue de la Commission et de la Cour sont assez rapprochés.

La décision *Continental Can Company* du 9 décembre 1971 déclare (p. 37, n° 22 et 23) :

« Considérant que l'achat d'une participation majoritaire dans une entreprise concurrente par



une entreprise ou un groupe d'entreprises détenant une position dominante, peut, dans certaines circonstances, constituer une exploitation abusive de cette position ;

« Considérant que constitue un comportement incompatible avec l'article 86 du traité, le fait pour une entreprise en position dominante de renforcer cette position par voie de concentration avec une autre entreprise avec la conséquence que la concurrence qui aurait subsisté effectivement ou potentiellement malgré l'existence de la position dominante initiale est pratiquement éliminée pour les produits en cause dans une partie substantielle du Marché commun ;

Dans son arrêt du 21 février 1973, la Cour européenne a confirmé, dans des termes plus généraux, le point de vue de la Commission concernant le sens de l'expression « exploiter de façon abusive » (pp. 245 et 247).

« ... il s'agit de savoir si par l'expression « exploiter de façon abusive », l'article 86 ne vise que les comportements de l'entreprise de nature à affecter directement le marché, préjudiciables à la production et à la distribution aux utilisateurs ou aux consommateurs, ou s'il se réfère également aux modifications structurelles de l'entreprise qui conduiraient à altérer gravement la concurrence dans une partie substantielle du Marché commun ;

« ... la distribution entre les mesures affectant la structure de l'entreprise et les pratiques ayant une incidence sur le marché n'est pas déterminante, toute mesure structurelle étant susceptible, dès qu'elle accroît les dimensions et la puissance économique de l'entreprise d'avoir une incidence sur les conditions du marché ;

« ... est dès lors susceptible de constituer un abus de fait, par une entreprise en position dominante, de renforcer cette position au point que le degré de domination atteindrait substantiellement la concurrence, c'est-à-dire ne laisserait subsister que des entreprises dépendantes, dans leur comportement, de l'entreprise dominante ».

La décision attaquée ayant été annulée pour délimitation insuffisante du « marché à prendre en considération », c'est-à-dire pour une question de pur fait, il peut paraître curieux que la Cour se soit livrée à une analyse aussi poussée du concept de « position dominante » et surtout de celui d'« exploiter de façon abusive ». Quand la position dominante n'existe pas, elle ne saurait faire l'objet d'une exploitation abusive. Une partie des attendus de l'arrêt deviennent ainsi superfétatoires et juridiquement inutiles. Si les juges de Luxembourg ont, néanmoins, tenu à développer leur doctrine de l'exploitation abusive, c'est qu'ils ont entendu sacrifier

l'*elegantia juris* au besoin de faire connaître aux justiciables le point de vue de la Cour sur une question de grand intérêt pratique. Ce faisant, ils sont sortis de leur rôle de juges, pour assumer celui de conseils.

Quant au fond du problème faisant l'objet de la décision et de l'arrêt *Continental Can*, nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre désaccord avec la doctrine de la Commission et de la Cour (Voir notamment JOP 1972, I. 2452 et RMC, n° 164, avril 1973, p. 145).

Nous estimons en effet que l'article 86 du Traité de Rome n'a pas pour but de créer ou de ranimer une concurrence inexistante ou insuffisante, mais celui de suppléer à un manque ou à une insuffisance de concurrence par l'institution d'un contrôle permanent du caractère équitable des actes accomplis par les entreprises dominantes et de leur comportement.

20. Les arrêts des 30 janvier et 27 mars 1974, affaire 127-73, *Belgische Radio en Televisie et Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs c. SV Sabam et NV Fonior* (Rec. 1974, 51 et 313). Les faits de cette affaire ont déjà été exposés dans la quatrième étude de cette série d'articles (Voir RMC, n° 187, juillet-août 1975, pp. 362-363). Comme il s'agit d'un arrêt rendu sur demande d'interprétation formée par le Tribunal de première instance de Bruxelles, nous rappellerons seulement que la Cour européenne a donné les réponses suivantes aux juges de Bruxelles :

« Le fait qu'une entreprise chargée de l'exploitation de droits d'auteur, occupant une position dominante au sens de l'article 86, imposerait à ses adhérents des engagements non indispensables à la réalisation de son objet social et qui entraveraient de façon inéquitable la liberté d'un adhérent dans l'exercice de son droit d'auteur, peut constituer une exploitation abusive ;

« Il appartient au juge d'apprécier si, et dans quelle mesure, les pratiques abusives éventuellement constatées se répercutent sur les intérêts des auteurs ou de tiers concernés en vue d'en tirer les conséquences sur la validité et l'effet des contrats litigieux ou de certaines de leurs clauses ».

On ne manquera pas de noter la similitude des points de vue exprimés dans les arrêts des 30 janvier et 27 mars 1974 d'une part, et la décision GEMA, arrêtée par la Commission le 2 juin 1971 (voir n° 6 *supra*), d'autre part, il convient également de noter l'extrême réserve que la Cour observe dans les arrêts d'interprétation préjudicielle, pour ne pas empiéter sur le domaine du juge national.

21. L'arrêt du 6 mars 1974, affaires jointes 6 et 7-73, *Istituto Chemioterapico Italiano, S.p.A. et Commercial Solvents Corporation c. Commission des*

Communautés européennes (Rec. 1974, 223). Les faits de ce litige ont été exposés, de manière détaillée, dans le cinquième article de la présente série d'études (RMC, n° 188, septembre 1975, pp. 416-418). Comme l'exposé était orienté vers le problème des groupes de sociétés, nous le reprendrons ici, sous l'angle de l'abus de position dominante.

La position dominante, elle-même, n'a pas fait l'objet de discussions, car la société Commercial Solvents Corporation, de New York, (CSC), détient le monopole mondial de la fabrication et de la vente des produits résultant de la nitration de la paraffine, y compris le *nitropropane* et l'*aminobutanol*, qui, à leur tour, servent à la préparation de médicaments antituberculeux.

La première question qui se posait était celle de savoir si Commercial Solvents Corporation pouvait changer sa politique de vente pour réserver ses matières premières et produits intermédiaires à sa filiale italienne, *Istituto Chemioterapico Italiano S.p.A. (ICI)*, et en refuser la fourniture à un ancien client (Zoja).

A cette question, la Commission et la Cour ont répondu de manière négative.

Les attendus pertinents de l'arrêt, du 6 mars 1974, ont la teneur suivante :

« ... une telle entreprise, disposant d'une position dominante pour la production des matières premières et de ce chef en mesure de contrôler l'approvisionnement des fabricants de produits dérivés, ne saurait, parce qu'elle a décidé de commencer elle-même la production de ces dérivés, décision par laquelle elle devenait le concurrent de ses clients antérieurs, adopter un comportement de nature à éliminer la concurrence de ceux-ci, en l'espèce à éliminer l'un des principaux producteurs d'éthambutol dans le Marché commun ».

« ... un tel comportement étant contraire aux objectifs énoncés à l'article 3, lettre f, du traité, explicités par les articles 85 et 86, il s'ensuit que le détenteur d'une position dominante sur le marché des matières premières qui dans le but de les réserver à sa propre production des dérivés, en refuse la fourniture à un client, lui-même producteur de ces dérivés au risque d'éliminer toute concurrence de la part de ce client, exploite sa position dominante d'une façon abusive au sens de l'article 86 ».

Une deuxième question soulevée lors des débats devant la Cour était celle de savoir si le comportement des requérantes (CSC et ICI) était de nature à affecter le commerce entre États membres, ainsi que l'exige l'article 86.

En effet, il était établi que Zoja, le client qui avait déclenché l'affaire, exportait 90 % de sa pro-

duction de produits dérivés en dehors du Marché commun. Dans ces conditions, les requérantes considéraient que les éléments d'incrimination, prévus à l'article 86, n'étaient pas réunis.

La Cour a rejeté ce moyen de défense en formulant les attendus suivants :

« ... en interdisant l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, l'article 86 vise dès lors tant les pratiques susceptibles de causer un préjudice direct aux consommateurs que celles qui leur causent un préjudice indirect en portant atteinte à une structure de concurrence effective, telle qu'envisagée à l'article 3, lettre f, du traité ;

« ... les autorités communautaires doivent donc considérer le comportement incriminé dans toutes les conséquences pour la structure de la concurrence dans le Marché commun sans distinguer entre les productions destinées à l'écoulement à l'intérieur du Marché commun et celles destinées à être exportées ;

« ... lorsque le détenteur d'une position dominante établi dans le Marché commun tend par l'exploitation abusive de celle-ci à éliminer un concurrent, également établi dans le Marché commun, il est indifférent de savoir si ce comportement concerne les activités exportatrices de celui-ci ou ses activités dans le Marché commun, dès lors qu'il est constant que cette élimination aura des répercussions sur la structure de la concurrence dans le Marché commun ;

« ... d'ailleurs, la thèse contraire conduirait pratiquement à faire contrôler les productions et les débouchés de Zoja par CSC et ICI ;

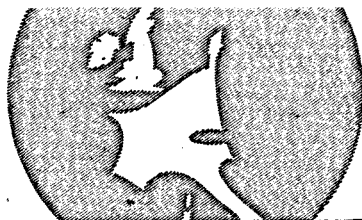
« ... enfin ses prix de revient en auraient été affectés à un point que sa production d'éthambutol risquerait de n'être plus commercialisable ».

La troisième question de principe tranchée par la Cour concerne la nature des mesures que la Commission peut prendre, en vertu de l'article 3 du Règlement n° 17-62, pour mettre fin à une infraction constatée.

En effet, aux termes de sa décision du 14 décembre 1972, la Commission avait ordonné à CSC et ICI, sous peine d'une astreinte, de fournir à Zoja certaines quantités déterminées de nitropropane et d'aminobutanol.

Les requérantes ont contesté que la disposition susvisée habiliterait la Commission à ordonner des fournitures spécifiques et déterminées. Elles ont également fait grief à la Commission d'avoir abusé de ses pouvoirs en ordonnant des fournitures disproportionnées aux besoins de Zoja pour l'approvisionnement de ses clients dans la Communauté.

La Cour n'a pas accepté l'argumentation des requérantes. En ce qui concerne l'habilitation de la



COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. — Nominations

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Sur proposition du gouvernement britannique, le Conseil a nommé, lors de sa session du 22 septembre 1975, M. MATTHEW, J.-G. WYLE, Director, Matthew Wylie (1972) Ltd, comme membre du Comité économique et social pour la période se terminant le 16 septembre 1978.

COMITE CONSULTATIF POUR LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Sur proposition du Gouvernement français, le Conseil a nommé lors de sa session des 6/7 octobre 1975, M. Robert FONTENEAU, chef de bureau des Conventions internationales, comme membre suppléant du Comité consultatif pour la Sécurité sociale des travailleurs migrants, en remplacement de M. LEBEAU, membre suppléant démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 28 avril 1976.

COMITE CONSULTATIF POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

★ Sur proposition du Gouvernement néerlandais, le Conseil a nommé, lors de sa session du 22 septembre 1975 M. H. K. VOS, Plv. Hoofd van de Afdeling, Internationale Arbeidsmarktzaken en Emigratie, comme membre titulaire du Comité consultatif pour la formation professionnelle en remplacement de M. VESSEUR, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 30 janvier 1976.

★ Sur proposition du Gouvernement français, le Conseil a nommé, lors de sa session des 6/7 octobre 1975, Mme Jeannine BARBERYE, administrateur civil chargée de mission à la Délégation à l'Emploi, comme membre titulaire du Comité consultatif pour la formation professionnelle, en remplacement de M. LAPIERRE, membre titulaire démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci soit jusqu'au 30 janvier 1976.

CENTRE EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 16 octobre 1975, la décision portant nomination de certains membres du Conseil d'administration du Centre européen de développement de la formation professionnelle.

Sont nommés membres de ce Centre pour la période du 16 octobre 1975 au 15 octobre 1978 :

I. — REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS

Belgique	M. Jean DEQUAN.
Allemagne	M. Horst LEMER.
Danemark	M. O.I. MIKKELSEN.
France	M. Claude BLONDEL.
Irlande	M. John AGNEW
Italie	Dott. Mario ALBERIGO

Luxembourg M. Nicolas ESTGEN.
Pays-Bas M. J. Th. SCHELFHOUT.
Royaume-Uni Dr R.M. JOHNSON.

II. — REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE TRAVAILLEURS

Belgique M. G. SAUVAGE.
Allemagne Mme Maria WEBER.
Danemark M. Erik NIELSEN.
France M. Raymond LEBESCOND.
Irlande M. Fintan KENNEDY.
Italie M. Giuseppe QUERENGHI.
Luxembourg M. Jean REGENWETTER.
Pays-Bas M. P. DAMMING.
Royaume-Uni

III. — REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES D'EMPLOYEURS

Belgique M. Francis BUCHET.
Allemagne M. Helmut BRUMHARD.
Danemark M. Hans OHRSTROM.
France M. Yves CORPET.
Irlande M. A.O. LUND.
Italie M. Vincenzo ROMANO.
Luxembourg M. MULLER.
Pays-Bas M. Jan WESTERHUYTS.
Royaume-Uni M. William G.T. THORPE.

II. — Activités intracommunautaires

PROPOSITIONS DIVERSES

★ 17 septembre 1975. Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 464/75 du Conseil, du 27 février 1975, instituant un régime de primes en faveur des producteurs de bovins.

★ 17 septembre 1975. Proposition de règlement du Conseil relatif à la création d'un Institut des Communautés européennes pour l'analyse et la recherche économiques.

★ 2 octobre 1975. Proposition de règlement modifiant le règlement financier en ce qui concerne les virements entre le chapitre « aide alimentaire » et la section « garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

★ 2 octobre 1975. Proposition de règlement du Conseil relatif au traitement tarifaire applicable dans la Communauté dans sa composition originale à certains produits importés des nouveaux Etats membres en vue d'être utilisés pour la construction, l'entretien ou la réparation de certains aérodynes.

BUDGET GENERAL POUR 1976

A l'issue de ses délibérations, commencées le 22 septembre dernier, le Conseil a établi, lors de sa session

du 29 septembre 1975, le projet de budget général des Communautés pour l'année 1976.

Lors de l'établissement du projet de budget 1976, le Conseil a adopté la déclaration suivante :

« La situation économique et financière des Etats membres de la Communauté a conduit le Conseil, au cours de la première lecture du projet de budget de 1976, à chercher toutes les économies possibles compte tenu des informations disponibles au mois de septembre. Il a ainsi adopté ce projet de budget qu'il transmet maintenant au Parlement. »

Le Conseil exprime le souhait que, dans la suite de la procédure budgétaire, de tenir compte :

- des économies supplémentaires qui apparaîtraient possibles d'ici la deuxième lecture ;
- des variations de la conjoncture mondiale ;
- des améliorations des différentes politiques qui auraient été agréées par le Conseil avant la seconde lecture. »

Le volume du projet ainsi établi s'élève à environ 7 465 MUC. Les dépenses des trois institutions — Assemblée, Cour de Justice et Conseil (avec Comité économique et social, Commission de contrôle CEE/CEEA et Commissaire aux comptes CECA) — atteignent ensemble environ 128 MUC. Les dépenses totales de la Commission, qui comprennent la partie opérationnelle du budget général, se chiffrent ainsi à environ 7 337 MUC.

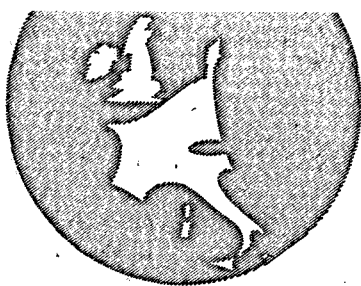
LIVRE IRLANDAISE ET LIVRE ANGLAISE

Lors de sa session des 13/14 octobre 1975, le Conseil a marqué son accord de principe sur le règlement relatif au taux de change à appliquer dans le secteur agricole pour la livre irlandaise et la livre anglaise. Ce règlement prévoit une dévaluation de 5,8 % du taux de conversion pour la livre sterling, réduisant les montants compensatoires monétaires britanniques de 11,7 % à 5,1 %, et une dévaluation de 2,22 % du taux pour la livre irlandaise, réduisant les montants compensatoires monétaires irlandais de 5,9 % à 3,5 %. Les montants compensatoires monétaires ne seront pas appliqués aux échanges entre l'Irlande et le Royaume-Uni.

Les nouveaux taux seront appliqués pour tous les produits, dont la campagne de commercialisation 1975/1976 a commencé, à partir du 27 octobre 1975, à l'exception :

- des céréales (sauf le blé tendre) pour lesquelles la date du 3 novembre 1975 est retenue ;
- du blé tendre, les nouveaux taux pour la livre anglaise n'y prenant effet qu'à partir du 1^{er} juillet 1976 ;
- du secteur de la viande bovine, les nouveaux taux s'y appliquant à partir du 5 janvier 1976 ;
- de la prime à l'abattage de certains gros bovins de boucherie, (art. 1, § 1, 2^e alinéa du règlement 464/75) les taux représentatifs y appliqués restant ceux en vigueur avant le 4 août 1975.

Pour les produits, dont la campagne de commercialisation 1975/76 n'a pas encore commencé (vin, huile d'olive), l'application des nouveaux taux interviendra au début de cette campagne, l'article 2 du règlement 475/75 restant applicable.



MARCHE DU SUCRE

Le Conseil a arrêté, lors de sa session des 13/14 octobre 1975,

— la résolution du 29 septembre 1975 concernant le sucre ;

— les règlements :

a) complétant le règlement (CEE) n° 3330/74 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ;

— fixant les montants applicables au sucre brut de canne des départements français d'outre-mer et la cotisation différentielle pour le sucre préférentiel brut.

Le dispositif en cause comporte les éléments essentiels suivants :

— un système de prélèvements pour le sucre A.C.P. et de subventions pour le sucre D.O.M. est mis en place, en vue de réaliser des conditions de concurrence égales ;

— pour la période du 1^{er} mars au 30 juin 1975, une subvention de 1,07 u.c. par 100 kg de sucre blanc est octroyée au sucre des D.O.M. français raffiné dans une entreprise située dans un des Etats membres de la Communauté ;

— pour la période du 1^{er} juillet 1975 au 30 juin 1976 le prélèvement nommé cotisation différentielle — à payer par les raffineries mixtes raffinant du sucre préférentiel (des A.C.P. et de l'Inde) — est fixé à 1,20 u.c. par 100 kg de sucre ;

— pour la même période la subvention — nommée montant différentiel — pour le sucre des D.O.M. français est fixée à 1,20 u.c. par 100 kg, selon les mêmes conditions que susvisées ;

— la Commission effectuera au cours de la campagne 1975/76 une étude sur les coûts comparatifs des différents types de raffineries dans le but d'assurer des conditions de concurrence équitables entre les raffineries pures et les sucreries/raffineries situées dans la Communauté.

Pour la période après le 1^{er} juillet 1976, le Conseil a défini les orientations suivantes, la Commission devant lui soumettre en temps utile des propositions appropriées applicables à partir de la campagne sucrière 1976/77 :

— prise en compte des divers éléments qui influencent la détermination des marges de raffinage pour le sucre de canne dans la Communauté de manière à éviter les distorsions de concurrence entre les raffineries quelle que soit l'origine de leur approvisionnement en sucre brut de canne ;

— détermination de la cotisation différentielle à appliquer en 1976/77, et par la suite, en tenant compte comme élément essentiel des résultats de l'étude de la Commission mentionnée ci-dessus ;

— fixation des conditions générales pour l'écoulement du sucre brut de canne des D.O.M. français de manière à ce qu'elles garantissent que ce sucre puisse être effectivement écoulé dans la Communauté — sans discrimination entre les entreprises communautaires — et dans le respect du principe de la préférence communautaire.

MARCHE DU HOUBLON

Le Conseil a arrêté, lors de sa session des 13/14 octobre 1975, le règlement fixant dans le secteur du

houblon le montant de l'aide aux producteurs pour la récolte 1974, sur lequel il avait marqué un préjugé favorable lors de sa session des 29/30 septembre dernier.

Les montants accordés aux différentes variétés sont les suivants :

Variétés	Montants UC/ha
Hallertauer	400
Northern Brewer	150
Brewers Gold	150
Record	600
Hersbrucker Spät	300
Hüller Bitterer	300
Tettnanger	100
Bramling Cross	250
Progress	650
Keyworth's Midseason	500
Fuggles	700
Whitbread Golding Variety (WGV)	700
Alliance	750
Tustham	750
Strisselspalt	600
Tardif de Bourgogne	600
Spalter	200
Goldings	100
Saaz	600

MARCHE DE LA VIANDE OVINE

La Commission des Communautés européennes a soumis (septembre 1975) au Conseil des ministres une proposition de règlement portant organisation commune transitoire des marchés dans le secteur de la viande ovine.

Par sa proposition, la Commission veut réaliser la libre circulation, à l'intérieur de la Communauté, pour ce secteur tout en tenant compte de la nécessité d'une période de transition pour passer des régimes nationaux actuels au régime du marché unique. Elle propose à cet effet une organisation commune transitoire, applicable du 1.1.1976 jusqu'au 31.12.1977 fin de la période transitoire prévue pour l'adhésion à la Communauté européenne du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark.

Jusqu'ici le marché de la viande ovine particulièrement important en France, en Irlande et au Royaume-Uni, n'a pas encore été soumis à une réglementation communautaire. Les régimes nationaux existants prévoient entre autres des restrictions dans les échanges communautaires (France) ainsi que des paiements compensatoires (deficiency payments) (Royaume-Uni). Pour réaliser la liberté des échanges intracommunautaires, la Commission prévoit notamment dans sa proposition l'interdiction d'appliquer des taxes nationales ou des restrictions quantitatives dans le commerce intracommunautaire, le commerce avec les pays tiers restant provisoirement réglé par les régimes nationaux en vigueur le 1.8.1975. Les importations en France d'animaux vivants et de viande ovine originaires d'Irlande et du Royaume-Uni seront grevées d'un montant compensatoire couvrant la différence des prix constatés sur les différents marchés respectifs, diminuée des frais d'approche. Les droits de douane entre les anciens et les nouveaux Etats membres de la Communauté sont

appliqués de manière dégressive, comme prévu par le Traité d'Adhésion c'est-à-dire jusqu'au 1.7.1977 date de leur abolition complète.

Pour aider les producteurs à adapter leur production à la demande, la Commission prévoit le principe de certaines mesures d'aides directes. Il s'agit de mesures tendant à permettre une meilleure orientation de l'élevage, à promouvoir une meilleure organisation de la production, de la transformation et de la commercialisation, à améliorer la qualité, à permettre l'établissement de prévisions à court terme et à long terme par la connaissance des moyens de production mis en œuvre, à faciliter la constatation de l'évolution des prix sur le marché.

En ce qui concerne les subventions nationales appliquées par le Royaume-Uni dans le cadre de son régime national de prix garantis, la proposition de la Commission prévoit le principe d'une diminution progressive. Toute aide nationale dans le secteur de la viande ovine devra en outre être soumise à un contrôle afin de juger de sa compatibilité avec les règles communautaires en matière de concurrence (art. 92/94 du Traité de Rome). La proposition prévoit enfin la possibilité de prendre, le cas échéant, certaines mesures de sauvegarde, telles que prévues par la plupart des organisations agricoles communes existantes.

Avec ce règlement, il est également institué un Comité de Gestion de la viande ovine, composé de représentants des Etats membres et présidé par un représentant de la Commission.

MESURES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET DES HANDICAPÉS

La Commission a récemment soumis au Conseil de Ministres plusieurs propositions visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs migrants dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles. Ces propositions concernent :

- l'uniformisation du système de paiement des prestations familiales aux travailleurs de la Communauté dont les membres de la famille résident dans un Etat membre autre que le pays d'emploi ;
- la scolarisation des enfants migrants ;
- l'extension des droits syndicaux en faveur des travailleurs migrants de la Communauté ;
- des modifications techniques des règlements sur la Sécurité sociale des travailleurs migrants en adaptant ceux-ci aux changements récemment intervenus dans les législations nationales.

La Commission a également transmis au Conseil une communication relative à l'élimination des obstacles architecturaux à la mobilité des handicapés.

A. Mesures en faveur des travailleurs migrants.

Allocations familiales

En vertu du règlement de base CEE concernant les prestations de Sécurité sociale en faveur des travailleurs migrants de la Communauté et de leurs familles (1408/71), les travailleurs migrants reçoivent du pays dans lequel ils exercent leur activité des prestations familiales pour les membres de leur famille résidant dans un autre pays. Ainsi, un Italien travaillant en Allemagne bénéficie

d'allocations familiales versées par ce pays pour ses enfants restés en Italie.

Jusqu'ici, ce système, n'a toutefois pas été appliqué par la France, qui selon un régime différent admis par le règlement, verse le montant des allocations familiales prévues par la législation de l'Etat sur le territoire duquel résident les membres de la famille du travailleur migrant. La Commission estime que le régime appliqué par les huit autres pays garantit plus sûrement une égalité de traitement pour tous les travailleurs ainsi soumis à la même législation et a proposé que la réglementation soit modifiée en conséquence par le Conseil.

Droits syndicaux

La libre circulation des travailleurs de la Communauté prévue à l'article 48 du traité CEE a été réalisée par un règlement du Conseil (1612/68), mais au moment de son adoption, il n'a pas été possible d'obtenir l'accord de tous les Etats membres sur l'égalité du traitement en faveur des travailleurs migrants en ce qui concerne l'exercice d'une fonction ou la participation à la direction d'un syndicat. La plupart des Etats membres ont néanmoins accepté la disposition relative à l'égalité de traitement quant aux droits syndicaux et il a été convenu de réexaminer la situation ultérieurement.

La Commission pense que le moment est venu de consolider au niveau communautaire la pratique de la non-discrimination en matière de droits syndicaux à l'égard des travailleurs migrants de la Communauté. Cela leur permettrait de bénéficier d'une garantie légale supplémentaire et de supprimer un élément d'insécurité. La Commission a donc proposé que le Conseil modifie en conséquence le règlement précité.

B. Aide aux handicapés.

Aide aux handicapés

En juin 1974, le Conseil a adopté un premier programme d'action communautaire pour la réadaptation professionnelle des handicapés, dont un des objectifs doit être de leur venir en aide pour qu'ils soient capables de mener une vie normale parfaitement intégrée à la société.

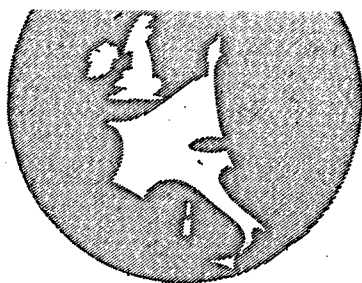
L'élimination des obstacles architecturaux à leur mobilité semble être une condition essentielle et préalable à la réalisation de cet objectif.

A cette fin, la Commission a réuni un groupe d'experts indépendants qui, en moins d'un an, ont élaboré une liste d'exigences minimales concernant l'accès aux logements des utilisateurs de fauteuils roulants ainsi que les voies de circulation à l'intérieur de ces logements.

Dans cette communication, la Commission informe le Conseil du résultat des travaux des experts en question et de son intention de réunir, en un second temps, un groupe d'experts gouvernementaux pour examiner les voies et moyens d'appliquer au mieux les exigences minimales proposées par les experts indépendants dans le cadre des différentes législations nationales.

Projets et études pilotes

La Commission prie également le Conseil d'autoriser l'octroi d'un crédit de 450 000 UC déjà inscrit au budget de la Communauté pour 1975 en vue de financer en partie une série de projets et d'études pilotes dans les Etats membres afin d'améliorer les conditions de logement des travailleurs handicapés.



Dans trois cas (Evry, région parisienne, France, Daheim, Luxembourg, et Haus der Behinderten, Bonn) l'intervention de la Communauté permettra de contribuer à la construction de logements permettant d'éliminer les obstacles d'ordre architectural. Dans cinq autres cas, les fonds communautaires contribueront au financement d'études pilotes à caractère technique visant le même but.

SOURCES D'INFORMATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Lors de sa session du 16 octobre 1975, le Conseil a marqué son accord de principe sur la décision instaurant une procédure commune pour la création et la tenue à jour d'un inventaire de sources d'information en matière d'environnement dans la Communauté.

L'inventaire comportera pour chaque Etat membre la liste des centres et des services d'information et de documentation scientifiques et techniques, des centres d'expertises et des experts indépendants, ainsi que des projets de recherche en cours ou projetés. Le traitement automatisé des informations demandées sous forme de réponses à un questionnaire sera assuré par la Commission, et les résultats au niveau communautaire seront à la disposition des Etats membres. La Commission transmettra aussi au Système International de Référence (SIR) du programme des Nations-Unies pour l'Environnement les informations appropriées.

EAUX DE BAINADE

Lors de sa session du 16 octobre 1975, le Conseil a marqué son accord sous la directive concernant la pollution de l'eau de mer et de l'eau douce pour la baignade (objectifs de qualité).

La directive établit un ensemble de valeurs chiffrées correspondant à des paramètres physico-chimiques et microbiologiques définissant la qualité minimale des eaux de baignade, afin de réduire la pollution existante et de protéger ces eaux contre une dégradation ultérieure.

En vertu de la directive, les Etats membres sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la qualité des eaux de baignade soit rendue conforme dans un délai de 10 ans aux valeurs limites définies par la directive, étant entendu que pour certains paramètres de la directive sont fixées des valeurs « impératives » donc, absolument obligatoires, et en plus des valeurs « guides » que les Etats membres doivent s'efforcer de réaliser ou l'une ou l'autre des deux catégories.

La directive établit également les règles selon lesquelles sont effectuées les modifications nécessaires pour l'adapter au progrès technique en ce qui concerne les méthodes d'analyse et les valeurs des paramètres. A cette fin, un comité du type « Comité de gestion » est institué. Il rend des avis à la Commission qui peut arrêter les mesures envisagées lorsque l'avis a été positif dans le cas contraire, le Conseil doit être saisi de la question.

La directive s'applique aux eaux baignade des Etats membres en ce qui concerne les eaux maritimes au voisinage des frontières et les eaux franchissant les frontières affectant la qualité des eaux de baignade d'un autre Etat membre, les conséquences à tirer des objectifs de qualité communs sur les zones de baignade seront déterminés de manière concertée par les Etats riverains.

LIBERALISATION DES MARCHES DES TRANSPORTS TERRESTRES DE MARCHANDISES A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

Dans la poursuite des efforts vers la réalisation d'une politique commune des transports, la Commission vient de transmettre (octobre 1975) au Conseil une série de huit propositions de règlements relatifs au fonctionnement des marchés des transports terrestres de marchandises à l'intérieur de la Communauté.

Ces propositions ont été établies après une large consultation des représentants des transporteurs des autres milieux socio-économiques intéressés et des gouvernements. Ces mesures concernent le trafic entre Etats membres, elles visent :

- à établir certaines réglementations communes pour l'accès à la profession de transporteur de marchandises ;
- à établir des règles communes plus souples pour la tarification ;
- à libéraliser certains transports par route de marchandises entre Etats membres de tout régime de contingentement et d'autorisation ;
- à élargir le contingent communautaire d'autorisation pour les transports par route de marchandises entre Etats membres.

Les mesures que la Commission propose maintenant pour les transports entre Etats membres constituent une étape vers la réalisation, à plus long terme, de sa conception sur l'organisation de l'ensemble des marchés de transport à l'intérieur de la Communauté. Dans la communication qu'elle adresse simultanément au Conseil elle a défini les principes d'économie de marché sur lesquels doivent reposer les règles futures et définitives des marchés de transport. Ces principes peuvent être résumés comme suit :

- a) les entreprises de transport doivent être libres en ce qui concerne leur exploitation, ce qui implique la liberté du choix des investissements et de la fixation des prix de transport ;
- b) elles doivent couvrir par les recettes les coûts des prestations de transport ;
- c) l'intervention des pouvoirs publics n'est admise que si des perturbations persistantes se manifestent sur les marchés de transport ou pour satisfaire des besoins d'intérêt public en cas de carence du secteur privé ;
- d) pour guider les entreprises privées et les pouvoirs publics dans leurs décisions il faut créer un système permanent d'observation des marchés de transport à caractère communautaire avec des organes consultatifs auprès de la Commission dont font partie tous les agents économiques intéressés, les syndicats ainsi que les gouvernements.

Ces propositions doivent contribuer à instaurer, par étapes, un système commun de transport apte à réaliser les objectifs généraux du traité de Rome, notamment l'intégration des réseaux à un niveau communautaire, l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des opérations de transport au moindre coût pour les usagers et la collectivité.

Ces nouvelles propositions ne doivent pas être vues isolément, elles font partie intégrante d'une action globale visant à établir un marché concurrentiel des transports.

INSTITUT DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES POUR L'ANALYSE ET LA RECHERCHE ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME

La Commission a proposé au Conseil (octobre 1975) de créer un Institut des Communautés européennes pour l'analyse et la recherche économiques. La pleine indépendance de cet institut doit être assurée par son statut. Il devra apporter son aide à toutes les institutions communautaires, et donc pas seulement la Commission, et effectuer des travaux scientifiques fondamentaux portant sur les problèmes d'intégration économique et sociale.

L'Institut devra disposer d'un personnel permanent mais peu nombreux (20 chercheurs et 23 fonctionnaires administratifs) et coopérer aussi étroitement que possible avec les instituts de recherche nationaux, pour autant qu'ils existent.

Les coûts à prévoir pour la première année de 1976 seraient de l'ordre de 1 158 916 U.C. et devraient figurer au budget communautaire. Si le Conseil adopte le règlement portant création de l'Institut il lui restera à déterminer son siège.

La création d'un Institut des Communautés répond à un besoin ressenti avec une intensité de plus en plus grande du fait de la complexité de la croissance posée par l'intégration européenne. En outre, il est nécessaire que toute forme d'influence politique doit en être exclue. Les services de la Commission chargés des tâches quotidiennes ne peuvent pas effectuer en même temps un travail de recherche. De plus, confier les études à l'extérieur soulève pour le moins le problème du manque d'objectivité, car il y a le risque que les instituts ayant reçu commande fournissent à leurs clients les résultats « souhaités ». Enfin, la Commission estime qu'il n'existe actuellement dans la Communauté que très peu d'instituts pouvant effectuer des recherches de ce genre. On comprend que le caractère strictement national de ces instituts exclut la solution qui vient immédiatement à l'esprit et qui consisterait à confier à l'un de ces instituts le travail de recherche nécessaire.

L'Institut aura d'abord pour tâche d'effectuer des recherches fondamentales sur le problème de la croissance et de ses effets sur l'intégration européenne. La perte d'efficacité des instruments traditionnels de politique économique, la nécessaire restructuration de l'appareil industriel des économies nationales liée à l'évolution des prix de l'énergie et des matières premières ainsi que le déséquilibre entre les zones centrales et les zones périphériques de la Communauté ne sont que certains des thèmes auxquels l'Institut des Communautés devra se consacrer.

III. — Relations extérieures

RELATIONS AVEC LE PORTUGAL

Une rencontre a eu lieu à Luxembourg, le 7 octobre 1975, entre le Conseil des Communautés européennes présidé par M. Mariano Rumor, ministre des Affaires étrangères d'Italie, et les représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil, d'une part, et M. Ernesto Melo Antu-

nes, ministre des Affaires étrangères, accompagné par M. Jorge Campinos, ministre du Commerce extérieur, représentant le Gouvernement du Portugal, d'autre part.

Les deux parties ont souligné toute l'importance qu'ils attribuaient à cette rencontre qui traduisait d'une manière concrète leur attachement commun à la liberté, à la démocratie et à la paix et qui constituait un premier pas constructif du dialogue qui ouvre la voie à d'autres développements entre la Communauté et le Portugal.

M. Antunes, dans sa déclaration, a fait un exposé des graves difficultés et problèmes actuels du Portugal se référant tout particulièrement aux problèmes découlant de la décolonisation de l'Angola et soulignant l'importance que le Portugal attache à la coopération économique et financière de la Communauté. Dans ce contexte, M. Antunes a mis l'accent sur l'aide exceptionnelle et urgente qui devrait être mise en œuvre, en attendant la conclusion d'un Protocole financier, dont la négociation devrait être considérée comme une tâche prioritaire. Il a enfin souhaité un déroulement rapide et concluant des négociations sur la base des dispositions de l'accord signé en 1972.

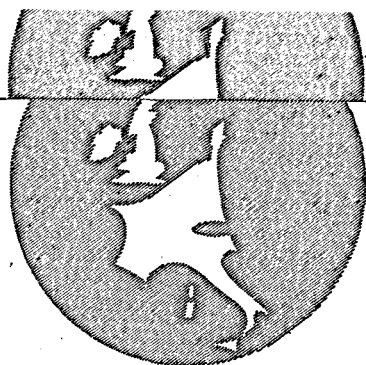
En réponse à la déclaration du Ministre portugais, le Président Rumor a déclaré que pour faire face aux difficultés que connaît le Portugal, suite à la grave détérioration de sa situation économique et financière et afin de coopérer d'une façon à la fois rapide et substantielle aux efforts entrepris par les autorités portugaises pour rétablir un climat favorable aux investissements publics et privés, la Communauté est prête à prendre en faveur du Portugal les mesures suivantes qui constituent le début d'un dialogue qui sera complété par d'autres éléments au fur et à mesure qu'ils auront pu se concrétiser dans les enceintes qui leur sont propres.

A titre d'aide exceptionnelle d'urgence, la Communauté est convenue de demander immédiatement à la Banque européenne d'Investissement de mettre — en attendant la mise en vigueur d'un protocole financier classique, qui en prendra le relais — à la disposition du Portugal des crédits jusqu'à concurrence d'un montant de 150 MUC, sous forme de prêts sur projets d'investissement au Portugal. Ces prêts — qui seront gérés par la B.E.I. selon les règles normales pour ce type de prêt — seront assortis d'une bonification d'intérêt de 3 %. Le total s'élève ainsi à environ 180 MUC, dont 150 MUC pour les prêts et 30 MUC pour les bonifications d'intérêt.

Afin de donner à l'action qu'ils mènent déjà sur le plan bilatéral le maximum d'impact, les Etats membres réunis au sein du Conseil se sont par ailleurs déclarés prêts à procéder à une coordination des aides bilatérales accordées au Portugal.

En ce qui concerne en particulier le mécanisme pour la préparation des projets à soumettre à la B.E.I., la Communauté se déclare disposée à y contribuer dans toute la mesure du possible, tant par l'intermédiaire de la Commission assistée en tant que de besoin par des agents nationaux qu'en faisant appel aux représentants de la B.E.I. Afin d'assurer la coordination nécessaire, la Communauté est prête à créer une commission paritaire.

Au sujet du problème posé par les réfugiés de l'Angola, les Etats membres vont chercher à développer l'aide bilatérale en faveur du Portugal et ont chargé leurs ambas-



seule bonne volonté des gouvernements pour résoudre les conflits dans l'ordre économique et social.

S'efforçant d'expliquer les raisons pour lesquelles les succès initiaux sont devenus les échecs d'aujourd'hui, le Professeur Harrison interroge les données de l'environnement régional et international européen. Si en effet les similarités économiques, sociales et culturelles, facilitent l'interdépendance des Etats, elles ne sauraient suffire à susciter l'avènement d'une intégration politique. De même si la bipolarisation du monde a pu en son temps porter à bout de bras avec le plan Marshall la coopération économique européenne, l'avènement d'un univers multipolaire emporte des conséquences beaucoup plus neutres. L'auteur note que le désaccord politique est allé, paradoxalement, de pair avec le succès de l'intégration économique plus conforme à l'éthique matérialiste des peuples.

Envisageant enfin le rôle à donner aux institutions centrales, l'auteur observe que présentement les conflits politiques sont résolus au plus mal, c'est-à-dire selon un degré d'indifférence ou un mode de satisfaction mutuelle très bas. De cela les forces dynamiques (groupes de pression) et les élites européennes (partis politiques) ont déjà tiré toutes les conséquences en concentrant l'essentiel de leurs moyens financiers et humains dans des tentatives d'influencer au plan national la décision communautaire finale.

Ces tactiques résultent pour l'essentiel d'un déplacement du pouvoir politique de la Commission devenu simple secrétariat exécutif vers le Conseil des Ministres. Le Professeur Harrison écrit que seule la solution fédéraliste ferait franchir à la Communauté un véritable saut qualitatif. C'est seulement en suivant cette voie que tant le dilemme région/Europe que les difficultés d'un environnement international peu favorable pourront être surmontées.

Le lecteur ne manquera pas d'être convaincu par l'espoir que le Professeur Harrison place dans la création d'un autre niveau de décision politique autonome ouvrant la voie à la possibilité de nouvelles actions communes.

Raymond J. KROMMENACKER

Les Nations-Unies et l'assurance-réassurance. L'assurance-réassurance de droit privé dans les relations entre pays développés et pays en voie de développement, et l'action des organisations internationales

LGDJ, Paris, 1975
216 pages

Les Nations Unies tentent, présentement, une expérience originale : améliorer les bases traditionnelles de l'assurance-réassurance, en y apportant les adaptations voulues pour répondre aux exigences d'un nouvel ordre économique. On sait, en effet, que la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement a entrepris d'élaborer un système d'assurance-réassurance spécifique aux pays en voie de développement, afin de permettre une réduction très sensible de leurs frais dans ce domaine, ainsi que la possibilité de créer, dans ces pays, des marchés nationaux de l'assurance-réassurance.

Dans une première partie, l'auteur étudie les effets économiques des opérations internationales d'assurance-réassurance sur le marché des pays en voie de développement, avant d'analyser les modalités juridiques des relations entre ces pays et l'industrie des assurances.

C'est à évaluer la réalité du pouvoir de négociation des pays en voie de développement, dans le cadre de la CNUCED, en vue de la promotion d'un système assurance-réassurance original, qu'est consacrée la deuxième partie.

ACTES DU COLLOQUE DE LIEGE (mai 1973)

L'information économique et l'industrie

Editions Cujas, Paris

Les Cahiers de l'I.R.E.P., n° 11, 2 volumes,
270 pages et 293 pages

Le degré de connaissance de la réalité industrielle suffit-il à la prise de décisions économiques correctes dans le secteur privé (entreprises, organismes d'études et syndicats professionnels) et dans le secteur public (administrations, instituts statistiques) ?

L'ensemble des communications présentées au colloque de Liège apporte une réponse plutôt pessimiste à cette question : il apparaît en effet que nous ne pouvons encore disposer d'un système d'analyse suffisamment significatif de la réalité industrielle pour nous permettre d'en déduire des éléments de décision opérationnels.

La seule connaissance de la réalité industrielle des unités de production (étudiée dans les Commissions A à C) soulève déjà des problèmes d'homogénéité statistique pour en appréhender correctement les structures, les emplois et les revenus.

L'organisation de l'information (qu'étudient les Commissions D à F) ne peut éviter une certaine déformation de la réalité des entreprises, tout de même que le recours à la valeur ajoutée ou encore les défauts inhérents aux notions de gestion les plus communément utilisées faussent l'appréciation des résultats économiques spécialement des entités multinationales (Commissions G à J).

L'étude enfin des grandeurs économiques et leur signification (étudiées par les Commissions K à M) font apparaître le caractère d'inachèvement du développement des statistiques de prix dans un cadre cohérent d'informations industrielles. Les différences de conception entre les nomenclatures de production, de commerce extérieur, les doubles comptabilisations de certaines productions, les évaluations en monnaies différentes et le secret des statistiques sont largement responsables de cet état de fait.

Cet ouvrage répond en présentant des études de statisticiens communautaires et nationaux à un besoin qui, pour n'être pas connu dans le public, est notoire dans les milieux socio-professionnels.

L'identification des problèmes est excellemment opérée même si les solutions ne sont pas toujours proposées. Le lecteur ne manquera pas cependant de s'interroger sur les conséquences d'une détention exclusive par un seul agent des sources d'information quand bien même une centralisation statistique s'avérerait être la seule manière d'élaborer un système statistique cohérent.

DROIT SOCIAL

DEUX NUMÉROS SPÉCIAUX

LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE

(I et II)

LES PROBLÈMES JURIDIQUES DU LICENCIEMENT ET DU CHOMAGE

Sous la direction de Jean-Jacques DUPEYROUX

Gisèle BATTU
André BENOIT
Thierry BERANGER
Louis BODIN
Guy CAIRE
Isabelle DEVIOLAINE
Jean-Jacques DUPEYROUX
Jean-Pierre DUPRILOT
Michel DURAFOUR
Pierre DURAND
Antoine FAESCH

Dominique FLEURY
Jacques LEROY
Jean-Marie LIAVART
Jean-Marie LUTTRINGER
Jean-Pierre MACHELON
Jean-François NALLET
Francis NAUDE
Jean NEIDINGER
Dominique-Henri PERRIN
Jean-Pierre PUISOCHET
Jean-Charles SAVIGNAC
Gilbert THOMAS

Chaque numéro : **40 F** (les deux : **80 F**)

Ces numéros sont compris dans le prix de l'abonnement 1975 :

France : **168 F**

Etranger : **188 F**

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, rue Soufflot — 75005 PARIS

☐ Je commande les 2 numéros spéciaux de Droit Social : « La sécurité de l'emploi et du salaire ».

☐ Je m'abonne à Droit Social 1975.

Mode de règlement

☐ chèque bancaire

☐ chèque postal

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

A retourner à : Librairie Sociale et Economique, 3, rue Soufflot - 75005 PARIS

BONS DU TRESOR 3 et 5 ans

**Taux de rendement
actuariel brut**

à partir du 8 septembre 1975

à 3 ans

à 5 ans

8,25%

9,25%

BT 70

UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.